

**POURSUIVRE LE
COMBAT DES
RESISTANTS CONTRE
LE RENOUVEAU
DU FASCISME**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1330-1331-1332-Juillet-Août-Septembre 2018

IL Y A 75 ANS : LE «COMMENCEMENT DE LA FIN...»

Alors que les Alliés anglo-américains venaient de débarquer le 8 novembre 1942 en Afrique du nord, en Algérie et au Maroc, Churchill, le premier ministre britannique avait déclaré : «*Ce n'est pas la fin. Ce n'est même pas le commencement de la fin. Mais, c'est peut-être la fin du commencement...* »

Un an plus tard, la prémonition s'était confirmée : au début de l'année 1943, le 2 février, sur les rives de la Volga, la VI^e armée allemande avait capitulé encerclée par l'Armée rouge à Stalingrad, défaite majeure pour le 3^e Reich, annonciatrice de bien d'autres.

Ainsi, la capitulation le 30 mai des forces germano-italiennes encore présentes sur le sol africain et encerclées au cap Bon en Tunisie anticipait de quelques mois un événement majeur : la perte pour Hitler de son principal allié en Europe, le régime fasciste de Mussolini.

En effet, le débarquement allié en Sicile le 10 juillet, va conduire le 25 juillet le Roi d'Italie à destituer Mussolini, mis en minorité deux jours auparavant au Grand conseil fasciste, et à le remplacer par le Maréchal Badoglio. Le débarquement allié le 3 septembre en Italie continentale à Reggio di Calabria amène le Gouvernement Badoglio à annoncer le 8 septembre la capitulation de l'Italie. La réponse d'Hitler sera l'occupation par la Wehrmacht du nord et du centre de l'Italie, le désarmement et l'internement en Allemagne de 700 000 soldats italiens qui ne se rallieront pas à Mussolini, que des parachutistes allemands ont libéré de sa prison du Gran Sasso et qui est sollicité pour instaurer au nord un régime fasciste républicain totalement vassal du Reich.

En Europe, les troupes italiennes d'occupation, en Grèce, dans le Dodécanèse, en Yougoslavie ainsi qu'en France en Savoie, Dauphiné et Provence, les troupes italiennes sont désarmées par leurs anciens alliés. Certaines – comme en Corse – vont se joindre à la Résistance.

En France, la Résistance qui, en actant le 27 mai la création du Conseil National de la Résistance, s'est donnée les moyens de renforcer son unité et de développer son action, va être douloureusement affectée par l'arrestation le 21 juin à Caluire

de celui qui, sur instruction du général de Gaulle, en fut l'opiniâtre architecte, Jean Moulin. Mort, probablement le 8 juillet, dans le train l'emmenant en déportation, à la suite des tortures subies dans les geôles de la Gestapo.

Son œuvre va lui survivre, Georges Bidault lui succède à la tête du CNR.

L'ANACR RAVIVE LA FLAMME



Comme chaque année le 23 août, l'ANACR a ravivé la Flamme sur la tombe du soldat inconnu, cette année conjointement à plusieurs unités et écoles militaires, de réservistes et en présence du Préfet de Police de Paris. Avec Pierre Martin, Président et Anne-Marie Montaudon, vice-présidente, notre Association était représentée par Jacques Varin, secrétaire général, Robert Foreau-Fenier, vice-président, Christiane Tardif, membre du Bureau national, Jean-Louis Cortot, Guy Frezoul et Louis Segrestan, membres du Conseil national, ainsi que par de nombreux membres des comités ANACR d'Ile-de-France et de l'Aisne. L'UFAC était représentée par Robert Créange, vice-président, l'ARAC par Raphael Vahé, Président. La musique des Gardiens de la Paix interpréta les hymnes et sonneries.

L'ANACR EN DEUIL Henriette DUBOIS Présidente nationale

Henriette Dubois, «Nelly» dans la Résistance, nous a quittés le 4 septembre 2018 à l'âge de 98 ans. Une délégation du Bureau national de l'ANACR était présente à ses obsèques à Nice.

Fille d'Henri Lelièvre, un apprenti margeur dans une imprimerie parisienne, qui avait vécu le siège de Paris en 1870-1871 et la Commune et qui, ayant déserté le service militaire, avait vécu 15 ans en exil en Belgique avant d'être, gardant ses opinions anticléricales, antimilitaristes, anticolonialistes, amnistié à la fin des années 1890, et de Germaine Dubois, de quarante ans sa cadette, avec laquelle il se mit en ménage en 1919, qui tint une épicerie et un bar-tabac à Villefranche-sur-Mer et qui sera adhérente, sous le Front populaire, à l'«Union (suite page 2)



DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Henriette Dubois
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : La Libération de la Corse
- P. 6-7 : Héros et Héroïnes de la Résistance
- P. 8-9 : August Landmesser
- P. 10-11 : Bulgares dans la Résistance
- P. 12 à 17 : Le Dossier : Les Francs-Maçons sous l'Occupation
- P. 18 à 20 : La Tunisie rejoint la France Combattante
- P. 21 : La vie de l'Association
- P. 22 : Nos Deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les Revues

L'ANACR EN DEUIL

(Henriette DUBOIS, suite de la page 1)

... des femmes contre la misère et la guerre», Henriette Dubois – seule sa mère la reconnut – naquit le 3 août 1920 dans cette famille modeste, aux opinions progressistes. Son père décéda en 1937, sa mère en 1939.

Henriette, élève de l'école primaire supérieure Ségurane à Nice, titulaire du brevet commercial en 1936, devint dactylo dans une maison de pièces détachées d'automobiles, et cette même année, celle de la victoire du Front populaire, elle adhéra en juillet aux Jeunesses communistes ; dont le congrès de 1936 décida la création d'une organisation spécifique de Jeunes filles progressistes s'élargissant au-delà des seules jeunes filles communistes, et dont les dirigeantes s'appelleront Danièle Casanova, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jeannette Veermersch, Claudine Chomat, Henriette Schmitt, Rose Blanc...

Henriette sera secrétaire du Foyer UJFF de Villefranche, elle deviendra secrétaire régionale – c'est-à-dire des Alpes-Maritimes – de l'UJFF, dont l'une des activités principales sera l'aide à l'Espagne Républicaine, aux enfants espagnols, le soutien aux combattants des Brigades internationales. En octobre 1937, elle adhéra au Parti communiste, travailla pour l'Association touristique populaire créée avec l'aide du député communiste Virgile Barel, devint secrétaire administrative de la fédération communiste et de son journal *Le Cri des travailleurs*, étant chargée un jour par semaine du secrétariat parlementaire de Barel. Après l'interdiction du Parti communiste en septembre 1939, elle participa à la publication clandestine du *Cri des travailleurs*.

Mariée en août 1940 à Nice avec Raoul Gastaud, secrétaire régional des Jeunesses communistes des Alpes-Maritimes de mai 1936 à la fin 1937, Henriette donna naissance à un fils, Michel. Arrêté fin 1940 et interné à Oraison puis à Saint-Sulpice-La-Point, Raoul Gastaud, libéré après 15 mois de détention, rejoignit les maquis FTP du Puy-de-Dôme dans l'été 1943, puis organisa les milices patriotiques dans les Bouches-du-Rhône, prenant part à l'insurrection de Marseille en août 1944 sous le pseudonyme de «commandant Jacques».

Réfugiée avec son fils chez sa belle-mère à Ascros, Henriette reprit contact avec les communistes niçois en janvier 1942. Après l'arrestation manquée et la fuite de son mari en mai 1943, elle quitta Nice en octobre suivant pour rejoindre les FTPF à Lyon, où elle sera affectée comme agent de liaison auprès de «Mailly» (Boris Guimpel), commissaire aux opérations à l'État-major de la zone Sud. Elle participa à des actions clandestines à Marseille et à Lyon sous le pseudonyme de «Nelly».

Après la chute de l'État-major régional FTP en mai 1944, elle fut, sous le pseudonyme de «Michèle», envoyée à Montpellier comme agent de liaison du capitaine Gomez. En août 1944, revenue à Lyon, Nelly sera mise à la disposition du nouvel état-major sous les ordres de Roger Roucaute, et participera aux actions du maquis de l'Azergues jusqu'à sa rentrée dans Lyon, le 3 septembre. Elle fut incorporée dans le 1^{er} régiment du Rhône, à la caserne de la Part-Dieu, au secrétariat de Raymond Périnetti (colonel Brun), le père de Martine Peters, Présidente de l'ANACR de l'Isère et vice-présidente nationale de l'ANACR.

Démobilisée en octobre 1944, Henriette (Nelly) entra à la Préfecture de Marseille comme secrétaire de Jérôme Ferrucci, chef de cabinet du Commissaire de la République, Raymond Aubrac. Après-guerre, elle travailla en 1947-1948 à Paris au quotidien *Ce Soir* puis à *Regards*, et fut membre du syndicat CGT du Livre.

Divorcée en 1947, Nelly vécut désormais avec Boris Guimpel, ancien combattant des Brigades internationales dont il devint chef d'état-major de la 14^e puis de la 35^e Brigade, et qui, entré dans la Résistance dès 1940, avait été nommé à l'hiver 1942-1943 responsable pour la zone sud du service de renseignement des FTP, le «Service B», ainsi qu'en octobre 1943 «Commissaire aux opérations» des FTP de zone sud. Après avoir participé en août-septembre 1944 aux combats pour la libération d'Oullins et de Lyon, il s'engagea dans la 1^{re} Armée française de de Lattre de Tassigny, dans les unités de reconnaissance du «151^e Régiment d'infanterie» (le 15-1 ou «

Colonne Fabien»). En avril 1945, après la traversée du Rhin, il fut grièvement blessé à la tête. Nelly et Boris Guimpel, décédé le 10 avril 1979, eurent ensemble deux filles, Annie et Nelly.

Après-guerre, Nelly poursuivit ses engagements syndicaux notamment à la CGT du commerce dans les grands magasins, politiques au sein du parti communiste, y joignant des engagements associatifs, tels le Conseil local des Parents d'élèves d'Épinay-sur-Seine, dont elle fut élue municipale. Retraîtée en 1980, Henriette Dubois revint à Nice. Elle anima pendant une dizaine d'années l'Amicale des Alpes-Maritimes des «Anciens Volontaires en Espagne Républicaine», l'AVER.

Et elle s'investit dans le travail de mémoire des combats et valeurs de la Résistance au sein de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, l'ANACR, dont elle devint la secrétaire administrative puis secrétaire générale départementale en 1986, le restant jusqu'à ses derniers instants.

Membre fondatrice de l'Association azurienne des Amis du Musée de la Résistance à Nice en 1987, elle en devint une dirigeante efficace aux côtés de Jean-Louis Panicacci, son travail de transmission de la mémoire en fit – par son vécu de Résistante – et les responsabilités qu'elle eut – une participante précieuse du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Son intervention sur la participation des Jeunes filles à la Résistance fut lors d'un stage national de formation de l'ANACR remarquée.



En 2012, au congrès de l'ANACR à Lons-le-Saunier, Henriette Dubois - ici entre Pierre Martin et Mireille Monnier-Lovie - est élue co-présidente nationale de l'ANACR avec Louis Cortot, Cécile Rol-Tanguy et Pierre Martin.

En 1996, elle devint membre du bureau national de l'ANACR, y rejoignant Roger Faure.

Pendant vingt-deux ans, ses camarades du Bureau national, Résistants et Ami(e)s de la Résistance purent constater la pertinence de ses interventions, soucieuses de la rigueur historique, sa volonté de voir se poursuivre le combat contre le fascisme et le racisme, dont les résurgences contemporaines l'inquiétaient.

Et son souci de voir perdurer l'action de l'ANACR grâce aux Ami(e)s de la Résistance auxquels elle apporta son plein soutien, notamment quand des réticences se faisaient jour à leur confier des responsabilités, alors même que les rangs des Résistants s'éclaircissaient. Elle fut aussi d'un grand secours quand l'ANACR ayant à faire face à des difficultés internes, elle accepta en 2012 de devenir avec Louis Cortot, Cécile Rol-Tanguy et Pierre Martin, membre de la Présidence nationale de l'Association. Et en octobre 2017, sa venue au Congrès national de l'ANACR à Dax suscita une grande émotion chez tous les congressistes.

Poursuivre son combat, à son exemple présent dans notre mémoire, sera lui rester fidèle.

Henriette Dubois était Officier de la Légion d'Honneur.

DU SUD AU NORD DE L'EUROPE, LA «BÊTE IMMONDE»...

Le 4 mars dernier, aux élections législatives italiennes, la coalition des droites regroupant principalement la Ligue du Nord (*Lega*), d'extrême-droite, *Forza Italia*, la formation de Berlusconi, et *Fratelli d'Italia*, parti continuateur du M.S.I. néofasciste, dont il a conservé la flamme tricolore ayant inspiré celle du Front national en France, obtenait 37 % des voix et 260 députés (dont 73 députés pour la *Lega*, 59 pour Berlusconi, 19 pour *Fratelli...*) ; tandis que le parti populiste «5 étoiles» (*M5S*), ayant évolué en un mouvement xénophobe, recueillait à lui seul 32,68 % avec 221 élus. Les tractations politiques et les ambitions personnelles retardèrent pendant plusieurs semaines la formation d'un gouvernement finalement constitué le 31 mai, réunissant sous la présidence de Giuseppe Conte, proche du *M5S*, Matteo Salvini, leader de la *Lega*, qui devient vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur, et Luigi di Maio, leader du *M5S*, lui aussi vice-président du Conseil et ministre du Développement économique, du Travail et des Politiques sociales. Dès son entrée en fonction, le nouveau gouvernement a montré son visage xénophobe en refusant l'accostage en Italie du navire *Aquarius* ayant sauvé dans la nuit du 8 juin en méditerranée 229 migrants naufragés, et en faisant pression sur Gibraltar et le Panama pour qu'ils retirent à l'*Aquarius* leur pavillon et donc la possibilité de naviguer. Lorenzo Fontana, ministre (*Lega*) de la Famille et du handicap a affirmé son opposition à l'avortement et, réminiscence du fascisme mussolinien qui l'avait proscrite en 1925, le contrat de gouvernement entre les deux formations d'extrême-droite prévoit d'interdire l'accès à l'exécutif de personnes condamnées au pénal et... appartenant à la Franc-maçonnerie... !

Le 9 septembre, en Europe du Nord, en Suède, loin des rivages méditerranéens, ceux de la Baltique n'offrant pas aux télévisions des images de migrants en perte de vue sur des embarcations de fortune, le parti s'auto-appelant «les Démocrates de Suède» (*SD*), qui jusqu'en 2009 n'avait recueilli que 3,27 % des suffrages, obtenait cependant aux élections législatives... 17,62 % des voix et 63 sièges (12,86 % et 49 sièges en 2014). Les *SD*, authentique formation d'extrême-droite, ont cependant eux aussi surfé sur l'hostilité à l'immigration, 12 % des 10 000 000 d'habitants du pays étant nés à l'étranger, la Suède ayant été traditionnellement un pays accueillant des réfugiés. Mais, ces dernières années se sont multipliées les agressions contre les étrangers, les immigrés, faits boucs émissaires de la crise économique mettant à mal le système suédois de protection sociale.

Et au centre de l'Europe, le 8 avril dernier, le *Fidesz*, parti de droite extrême de Viktor Orban, premier ministre depuis 2010, remportait les élections législatives avec 48,5 % des voix lui donnant au Parlement hongrois 133 députés sur 199, en pouvant compter sur l'appui d'un parti d'extrême-droite, le *Jobbik*, qui, avec 20,22 %, des suffrages, a fait élire 23 députés.

À la suite de la victoire des « Démocrates de Suède » (sic !) le 8 septembre, Marine Le Pen s'est réjouie de leur succès, «La révolution démocratique en Europe est en cours ! » a-t-elle osé dire ! Auparavant, en avril, elle avait commenté le succès d'Orban aux élections hongroises en ces termes : «Grande et nette victoire», «l'inversion des valeurs et l'immigration de masse prônées par l'UE sont à nouveau rejetées...». Car tel est son projet pour l'Europe... Et tout d'abord pour la France. Orban, c'est depuis son arrivée au pouvoir la frontière de barbelés anti-migrants installée aux frontières sud et est du pays, la presse muselée, la radio-télévision sous contrôle étroit du pouvoir, la volonté de mise au pas des enseignants, de la Justice, les discriminations contre les Tziganes.

«Les nationaux peuvent être majoritaires en Europe aux prochaines européennes en 2019», a encore commenté au lendemain des élections hongroises la Présidente du désormais «Rassemblement national». Car, illustré par les exemples suédois, hongrois ou italien, auxquels elle ne cesse de se référer, tel est son projet pour l'Europe ; et la France ! Les Amis de Marine Le Pen ne se réduisent pas aux trois exemples venant d'être cités, – au Danemark, il y a le Parti du Peuple (26,6 % des suffrages), en Finlande les Vrais Finlandais (13 %), en Autriche le FPO (19,7 %), en Allemagne l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), d'autres encore, aux Pays-Bas, en Slovaquie, Grèce, Pologne...

Tous ces partis ont des traits communs : démagogie sociale, hostilité à l'égard des immigrés masquant une xénophobie généralisée, exaltation de l'identité nationale allant jusqu'à l'ultranationalisme, de politiques sécuritaires, établissant ainsi des passerelles avec des thèmes classiques présents aussi dans la droite extrême. La crise multiforme que connaît le monde sur les plans politique, social, économique, culturel et des valeurs, appelle à la vigilance, car elle offre un environnement potentiellement favorable à la conjonction de ces deux courants somme toute proches, qui menacent la démocratie et les libertés.

Pierre Martin, Président de l'ANACR

DANS NOTRE AGENDA

31 MAI, 1^{ER} ET 2 JUIN 2019

STAGE NATIONAL
DE L'ANACR

Comme chaque année, le Stage National de Formation de l'ANACR 2019 se déroulera lors du week-end de l'Ascension,

du vendredi 31 mai à 10h30
au dimanche 2 juin à 12 h00

dans le cadre adapté de «l'Auberge de Saint-Denis», offrant salle de conférence et hébergement.

Inscriptions, dans la limite des places disponibles, par l'intermédiaire des comités départementaux de l'ANACR ou en contactant le siège national :

ANACR (Stage national)
79 rue Saint-Blaise.75020-Paris
Tél : 01 44 64 90 08

Mail : anacresistance@wanadoo.fr

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

Les problèmes de santé persistants ayant affecté et affectant la rédaction et la réalisation du *Journal de la Résistance* ont entraîné des retards de publication que nous nous efforçons de réduire au plus vite.

Nous sollicitons l'indulgence de nos lecteurs et les prions de nous excuser pour cet inconvénient, en les assurant qu'aucun numéro sera supprimé et que tous leur parviendront.

Le prochain numéro (n°1333-1334-1335) publiera les résultats du tirage des bons de soutien 2018.

LA CORSE, PREMIER TERRITOIRE METROPOLITAIN LIBERE

L'HUMILIATION...

11 novembre 1942. Trois jours après le débarquement des Anglo-américains en Afrique du Nord, les Bastiais voient pointer au large des bateaux de guerre. Ils exultent, pensant qu'il s'agit des mêmes libérateurs alliés. Mais ils doivent vite déchanter : ce sont les bateaux de Mussolini qui vont déverser 80 000 occupants sur une île qui compte moins de 230 000 habitants.

11 novembre 1942, «un jour noir pour la Corse» dira Arthur Giovoni⁽¹⁾ : jamais depuis que la Corse avait adhéré librement à la France des Droits de l'homme et du citoyen, en 1789⁽²⁾, jamais son sol n'avait été souillé par l'ennemi. C'est même un double sentiment d'humiliation : la Corse a capitulé sans combattre. Au nom du Maréchal Pétain, le préfet demande à la population d'accueillir «les troupes d'opération (et non d'occupation ! NDLR) avec calme et dignité. Plus de doute possible : la veulerie et l'escroquerie au patriotisme du régime de Vichy apparaît crûment. Et l'inquiétude des Corses, lancinante depuis que le Duce a proclamé sa volonté d'annexer la Corse, s'avérait fondée : resteront-ils Français ?

Quand le 30 novembre 1938, la chambre du Conseil fasciste avait proclamé son projet d'annexion des territoires *irredenti*⁽³⁾ dont la Corse faisait partie, la riposte des insulaires fut massive et immédiate. La plus grande manifestation eut lieu à Bastia le 4 décembre. Vingt mille personnes sont rassemblées pour prêter serment : «face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir français». Pour l'heure, une majorité de Corses avaient compris que pour être fidèles à leur serment ils ne pouvaient compter que sur leur Résistance, et celle – hors de l'île – des Français libres et des Alliés.

RESISTER, S'UNIR, S'ARMER

Même si les bases en avaient été jetées dès début 1941, la Résistance était plus une aspiration qu'une réalité. Mais au soir du 11 novembre 1942, les choses se précipitent. La Résistance prend corps ; principalement autour du réseau R2 (Gaulliste) et du Front national (Communiste). Du fait de sa large implantation d'une part, et du démantèlement, dès mars 1943, du réseau R2 par l'ennemi d'autre part, le Front National allait devenir le réceptacle de toutes les résistances insulaires, réussissant à rassembler en son sein des familles politiques très diverses. Diversité certes, contradictions parfois, mais unité sur l'essentiel : les motivations des résistants étaient doubles :

1) l'antifascisme, dont les anciens brigadistes corses – une quarantaine – et les

Italiens qui avaient fui le fascisme et s'étaient réfugiés en Corse étaient les plus ardents propagandistes.

2) Le patriotisme, ravivé par la vue de l'uniforme italien, une réminiscence de l'ancienne domination génoise exécrée.

En ce début 1943, la Résistance maintenant organisée, il lui fallait des armes et des munitions pour être opérationnelle. Il en arrivera 110 tonnes environ par les missions des sous-marins – principalement le *Casabianca* – et par les parachutages. Désormais armée, la Résistance s'enhardit.

D'autant plus qu'en ce début d'année, avec la défaite des Allemands à Stalingrad et la reconquête de territoires en Afrique du Nord, on sait que la Wehrmacht n'est plus invincible. Et l'espoir de la victoire grandit avec l'union de la Résistance réalisée depuis la création, en ce mois de mai 1943, du Conseil National de la Résistance présidé par Jean Moulin, l'envoyé du général de Gaulle.

RESISTER POUR ETRE SOI-MEME DES VAINQUEURS

La Résistance est de plus en plus audacieuse mais aussi de plus en plus ré-



primée par l'occupant : un demi-millier de déportés, et la liste des fusillés ou morts au combat s'allonge durant cet été 1943. La destitution du Duce, le 25 juillet, n'arrête pas la répression du zélé général Magli. Immanquablement, en Corse comme ailleurs, est posée à la Résistance la question de savoir quelle doit être son rôle dans la libération du pays. Alger a fait savoir que la Résistance ne saurait être qu'une force supplétive des armées et qu'elle ne devra agir que lorsque celles-ci débarqueront en Corse.

Mais les Résistants corses ne l'entendent pas ainsi : la libération doit être l'œuvre des Corses eux-mêmes. Ils passent donc outre la recommandation de Giraud de «ne pas déclencher d'opération prématurée». Après que soit connu le 8 septembre au soir l'armistice signé par l'Italie, le Front national lance le lendemain l'ordre d'insurrection. Il s'érige en «Conseil de préfecture»⁽⁴⁾ et proclame son attachement à la France libre. «Le



Maurice Choury lit la proclamation du Conseil de préfecture.

9 septembre 1943 avait lavé la honte du 11 novembre 1942» se réjouit Arthur Giovoni.

LE BASTION AVANCE DE LA DELIVRANCE DE LA NATION

Commencent alors les combats libérateurs ; d'abord avec les seuls Résistants puis, dix jours plus tard, avec les troupes venues d'Afrique du Nord qui les rejoindront. Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1943, du sous-marin *Casabianca*, sortent 109 hommes du «Bataillon de choc», qui ont fait le voyage depuis Alger serrés comme des harengs en caque.

Une foule immense les attend. Ils débarquent dans la liesse populaire, au son d'une vibrante Marseillaise, habités par ces sentiments exprimés par de Latre de Tassigny : «Vous, nos camarades des FFI, si chers à notre affection, qui en haillons et les mains presque nues, avez impitoyablement harcelé l'opresseur avant de le maîtriser, partout vous étiez là, courageux, audacieux ; vous avez été pour nous d'autres nous-mêmes, des Français en qui tous ont reconnu avec une émotion bouleversante les mêmes idées généreuses, la même ardeur, la même foi qui anime le combat».

Les combats libérateurs se poursuivront jusqu'au 4 octobre à Bastia. D'autres troupes – l'équivalent d'une division – arriveront dans les jours qui suivent mais avec trop peu de matériels lourds. Les Alliés, trop occupés par le débarquement dans le sud de l'Italie, avaient prévenu : l'aide aux insurgés ne sera assurée qu'avec des moyens français... et ils sont limités.

Pendant plus d'une semaine, les premières troupes françaises débarquées



Les premiers goudiers débarquent le 21 septembre à Ajaccio.

JEAN NICOLI



Né le 1^{er} septembre 1899 dans une famille d'épiciers, Jean Nicoli sortit en 1920 de l'école normale d'instituteurs d'Ajaccio. En 1922, il épousa une institutrice, Marie-Jeanne Olivieri.

Entre 1925 et 1934, le couple, qui donna naissance à deux enfants, fut enseignant en Afrique Occidentale Française (A.O.F.), à Kayes et Mopti, dans l'actuel Mali, et revint en France pour faire soigner à Paris Marie-Jeanne malade, Jean ayant un poste dans une école de la rue Lepic.

Ayant adhéré à la SFIO en 1936, il retourna en Corse en 1937 à la mort de sa femme, et fut nommé enseignant à Olmeto puis directeur d'école à Propriano, poste qu'il dut abandonner suite à une grave opération à la gorge.

Mobilisé dans le Génie en 1939-1940 à Corte puis à Rodez, il rentre en Corse à sa démobilisation. Prenant contact avec de premiers Résistants de San Gavinu et Casabrivu, il rejoindra fin 1942 le Front national clandestin et adhèrera en décembre au Parti communiste.

Proche des dirigeants communistes Nonce Benieli et Arthur Giovoni, de Jérôme Santarelli, il intègre en mai 1943 la direction du Front national, devenant son responsable départemental à l'armement, livré par parachutages ou par sous-marins (Casabianca, sous-marins britanniques).

Ayant échappé à l'arrestation le 17 juin 1943, il fut capturé dix jours plus tard avec Jérôme Santarelli, et identifié ayant été dénoncé. Incarcéré à Ajaccio, il fut transféré à Bastia – une tentative des Résistants corses d'organiser son évasion lors de ce transfert échoua – pour y être jugé par les Italiens le 28 août. Condamné à mort pour «espionnage militaire», il est fusillé le 30 août.

Dans la nuit qui précéda sa mort, il écrivit plusieurs billets tels «Nous mourrons en Corses français», et le procureur du Roi l'entendra de ses oreilles», «Je meurs pour les spoliés de la terre»...

Frappé à coups de crosse, poignardé par les Chemises noires du peloton d'exécution fasciste, décapité, il fut enterré la tête entre les pieds.

Un navire de la SNCM effectuant depuis 2009 la liaison Ajaccio-Marseille porta le nom de Jean-Nicoli, à Ajaccio, le Cours Prince Impérial, à l'entrée de la caserne Battesti, a été rebaptisé Cours Jean-Nicoli, plusieurs stèles, plaques, monuments, édifices, rues, livres d'Or rendent hommage à Jean Nicoli, à San Gavinu di Carhini, Casabrivu, Solaro, Bastia, Corte, Sartène, Hyères...

sont cantonnées à Ajaccio, la tête de pont qu'il faut tenir absolument. Certes, les Italiens ont capitulé mais reste à se libérer des Allemands.

Ces derniers ont commencé à arriver en Corse à la fin de l'hiver 1943 et auraient compté presque 10 000 hommes à la veille de l'insurrection, dont 4 057 SS. Et c'était sans compter sur ceux qui allaient débarquer de Sardaigne – entre 20 000 et 30 000 selon les sources. Et puis l'incertitude demeure quant au comportement de l'armée italienne : neutres, avec ou contre la Résistance ?

Les insurgés commencent seuls les combats contre les SS et la Wehrmacht. Parfois – les premiers soldats français n'arrivant que plus tard – ce sera avec l'aide très mesurée et hésitante de l'armée italienne, qui en majorité entend se réfugier dans la neutralité. Une neutralité plutôt bienveillante du général Magli à l'égard de son allié allemand d'hier.

En Sardaigne, plus que bienveillant, le général Basso sera complaisant. Contrairement aux conditions d'armistice et aux directives qu'il reçoit de ses supérieurs – le *Memoria 44* –, il laisse passer en Corse les troupes allemandes qui vont transiter par la plaine orientale de l'île pour rejoindre le front italien. Et n'était-ce la violence et la multiplicité des harcèlements qu'ils ont subis, notamment dans le sud de l'île, les Allemands auraient cantonné en Corse pour en faire une base arrière du front italien.

Les combats se poursuivront jusque dans la nuit du 3 au 4 octobre autour et dans Bastia, principal port d'embarquement des Allemands pour l'Italie. Le 4 au matin, les premières troupes françaises, les goumiers marocains, pénètrent dans la ville dévastée par les bombardements. Le dernier sera, par méprise, celui des Américains, alors qu'il n'y a plus aucun soldat allemand présent. Tous ces bombardements occasionneront la mort de 170 personnes et feront quelques 300 blessés parmi les civils. 724 immeubles sont touchés, 80 sont détruits. La gare et le port sont dévastés.

Les combats de la libération auront fait 87 morts et disparus pour l'armée régulière française, une centaine de Résistants tués qui s'ajoutent à la cinquantaine morts entre le début de l'occupation italienne jusqu'à sa capitulation. Mais le plus lourd tribut est pour les Italiens : à eux seuls plus que les soldats français et les Résistants ensemble ; les chiffres varient considérablement selon les sources⁽¹⁾. Un commando américain d'une trentaine d'hommes aurait perdu trois des leurs. Les troupes allemandes auraient laissé un millier de morts en Corse. Elles arriveront à Salernes, en Italie, affaiblies, comme le déplorera le maréchal Kesselring.

USS CORSICA...

La Corse débarrassée de l'occupant servira de porte-avions (les américains la baptiseront *USS Corsica*) et sera une base arrière pour les Alliés. De Corse par-

Vive la Corse libre !

8 Novembre 1942 : Débarquement en Afrique du Nord.

16 Juillet 1943 : Débarquement en Sicile.

3 Septembre 1943 : Débarquement en Italie.

19 Septembre 1943 : Débarquement en Corse.

Les étapes se rapprochent qui amèneront la libération de la France et du Monde.

Aujourd'hui, après Alger, Oran, Constantine, avant Marseille et Nice, avant Nantes, Lille et Strasbourg, avant Paris. Ajaccio est libérée, Ajaccio s'est libérée.

Avides de libertés, fidèles à leurs six siècles de lutttes pour leur indépendance, les Corses ont secoué le joug et chassé l'occupant.

Février 1732 : Calenzai. 5 000 Allemands mercenaires sont défaits.

Octobre 1943 : Bastia. Les derniers envahisseurs sont rejetés à la mer.

« La Corse, terre de fidélité », écrivait récemment dans sa feuille inconnue le sinistre Horace de Carbuccia. Il ne se doutait pas de l'ironie actuelle de ce propos sous sa plume.

Où, la Corse est fidèle.

Elle est fidèle à la France, à ses libertés, à la République.

T. S. V. P.

tiront des troupes vers l'Italie et la Provence. Les Corses mobiliseront 22 classes d'âge, un bataillon, sur un simple avis de presse. Commentant, quelques jours après, les événements de Corse, sur radio-Alger, le général de Gaulle dira que «la France entière en a tressaillé». Et le Conseil National de la Résistance ne pouvait manquer d'exalter l'exemplarité pour la nation de la libération corse qui, en ce mois de septembre 1943, en était devenu «le bastion avancé de sa délivrance».

Au terme d'un voyage triomphal de trois jours sur l'île, le 8 octobre à Ajaccio, le général De Gaulle saluera cette insurrection victorieuse qu'il n'avait pourtant pas voulue : «... la Corse a la fortune et l'honneur d'être le premier morceau libéré de la France. [...] ... les patriotes corses, groupés par le Front national, auraient pu attendre que la victoire réglât heureusement leur destin. Mais ils voulaient être eux-mêmes des vainqueurs.»

Pourtant, au général Giraud qui avait armé la Résistance corse à son insu et permis cette insurrection victorieuse, il lui en fera le reproche. Plus encore, il fera valoir aux Anglo-américains, le risque qu'a pris Giraud en armant une Résistance dirigée par le Front national d'obédience communiste.

De Gaulle sera entendu par les Anglo-Américains. Le pouvoir bicéphale instauré par eux à Anfa en janvier 1943 a vécu ; Giraud, leur favori, est politiquement éliminé.

Antoine Poletti

⁽¹⁾ Arthur Giovoni, un des responsables du Front national, maire d'Ajaccio, député communiste à la Libération.

⁽²⁾ Conquise par Louis XV en 1769, elle sera vingt ans plus tard, coparticipante à la Révolution. Un décret du 30 novembre 1789 reconnaît aux Corses la citoyenneté française.

⁽³⁾ L'irréductibilisme : doctrine politique, énoncée en 1877 en Italie, revendiquant l'unification politique de l'ensemble des territoires de langue italienne ou ayant fait partie des anciens États italiens. La Corse avait été longtemps sous domination pisane et génoise.

⁽⁴⁾ Il est composé d'Arthur Giovoni (PCF), François Vittori (PCF), Maurice Choury (PCF), Henri Maillot (FN) et Paul Colonna d'Istria (Du FN). Les patriotes corses réoccupent la sous-préfecture et la mairie de Bastia.

⁽⁵⁾ 242 morts selon le général Gambiez. 837 morts selon le général Magli. Selon l'historien Gian Carlo Tusceri qui additionne toutes les pertes (morts, blessés et disparus) de toutes les armes (terre, air, mer), l'armée italienne aurait perdu 2 954 hommes.

SOUS-PREFET RESISTANT : VALENTIN ABEILLE

Né le 8 août 1907 à Alençon, fils de Pierre Abeille, sous-préfet secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle qui, engagé volontaire lors de la Première Guerre mondiale, tombera le 29 novembre 1914. Valentin Abeille, Pupille de la Nation, fit, après avoir été élève au lycée parisien Henri IV, des études de Droit.

Licencié en droit, reçu second au concours de rédacteur de la Préfecture de Paris en 1930, il est ensuite attaché au cabinet du préfet de Police et à divers cabinets ministériels avant d'être nommé sous-chef à la Préfecture de Police.

Chef du secrétariat du Président du Conseil Camille Chautemps, dont il est le gendre ayant épousé en 1937 sa fille Nicole, il est nommé sous-préfet de 1^{re} classe à Provins en 1938.

Ancien élève de l'école de cavalerie de Saumur et officier de réserve, il refuse, à la déclaration de guerre, son statut d'affecté spécial et s'engage au 29^e dragons. Il prend part aux campagnes de Belgique et de France, reçoit trois citations et est décoré de la Croix de Guerre avec palme et étoiles.

Démobilisé le 25 juillet 1940, Valentin Abeille est nommé sous-préfet d'Autun, avec prérogatives de Préfet pour la zone occupée du département ; mais, il préfère reprendre en novembre 1940 son poste à Provins. Deux mois plus tard, il passe en zone Sud et est nommé le 31 mars 1941 conseiller de préfecture à Marseille où, fin 1941, il entre en contact avec le mouvement de résistance «Combat» dont il rencontre le chef, Henri Frenay.

Relevé de ses fonctions de conseiller le 8 janvier 1942 pour son appartenance passée à la Franc-maçonnerie, au sein de la loge «l'Expansion française» du «Grand Orient de France», il quitte Marseille et s'inscrit alors comme avocat au Barreau de Lons-le-Saunier.

Entré en relation avec des membres locaux de «Combat», dont le chef régional, Marcel Pecq le nomme chef départemental pour le Jura. Sous le nom de «Colleone», il devient chef départemental des Mouvements Unis (M.U.R.), faisant preuve d'une débordante activité et participant entre mai et juillet 1942 à l'édition de publications clandestines.

Le 14 juillet 1942, à 16 heures précises, sur la grande place de Lons-le-Saunier, le chef de l'A.S. du Jura, *Colleone*, surgit et dépose une gerbe au pied du monument où le nom de son père a mérité d'être gravé, et se figeant au garde-à-vous, entonne une Marseillaise que reprennent 2000 voix.

Parallèlement à ses responsabilités dans le Jura, Valentin Abeille, est nommé le 1^{er} décembre 1942, chef régional des services économiques et politiques de Lyon.

Recherché par la Gestapo, sa famille est inquiétée, un oncle et sa femme sont déportés à Oranienburg, d'autres parents sont emprisonnés ou quittent la France, Valentin Abeille prend le maquis dans le Jura puis rejoint Londres sur un avion «Hudson» britannique par une opération aérienne depuis le terrain clandestin «Orion», près de Cosges dans le Jura, dans la nuit du 19 au 20 mai 1943.

Affecté le 1^{er} juillet 1943 au Bureau central de Renseignements et d'Action (BCRA) – les services secrets de la France libre, Valentin Abeille, après avoir suivi un entraînement de parachutisme et une formation aux techniques clandestines, se porta volontaire pour retourner en France ; il sera parachuté avec d'autres délégués militaires dans la nuit du 12 au 13 septembre dans la région de Tours.

Avec le pseudonyme de «Fantassin», il a été sur la recommandation de Jean Moulin nommé, avec le grade de commandant, Délégué Militaire pour la Région M (18 départements de Bretagne, de Normandie et d'Anjou).

DELEGUE MILITAIRE DE LA FRANCE LIBRE

Ayant pour adjoint Maurice Guillaudot commandant de gendarmerie («Yodi»), à Vannes, Valentin Abeille est aussi secondé dans son activité par son frère Jean-Pierre, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados depuis le 26 janvier 1943 qui, grâce à sa connaissance du département et de la région, peut l'aider.

Il transmet à Londres une analyse de «l'évolution des esprits en trois états d'âme successifs : l'impatience, la déception, la lassitude. Impatience en cette fin d'automne d'assister enfin au débarquement des armées libératrices, déception de constater que les semaines se passent sans que rien ne se passe [...], lassitude à l'approche d'un quatrième hiver plus dur encore, peut-on craindre, que les hivers précédents».

Devenu «Méristien», il organise la Résistance dans cette région nord-ouest, stratégique en cas de débarquement, mettant en place les différents plans (Bleu, Violet, Vert...) le préparant mis au point avec Londres et la Résistance.

Prenant beaucoup de risques, il regroupe les mouvements de Résistance, intensifie le recrutement des hommes dans le «Réseau Action» de la France combattante dont l'ossature est formée par la gendarmerie.

Suite à ces arrestations, le Général de Gaulle envisage en avril 1944 le rapatriement à Londres de Valentin Abeille. Lequel, voulant terminer sa mission par l'organisation dans le Morbihan du très important maquis de Saint-Marcel, reste un mois de plus à son poste. Le 30 mai



1944, Valentin estimant sa mission terminée et après avoir mis en place son remplaçant, il quitte la Bretagne.

S'étant arrêté avec son adjoint – le docteur Mengin – pour une nuit à Paris dans un appartement parisien, 22 rue Beaujon, il y est arrêté le 31 mai au matin à 9 h30 par la Gestapo.

Conduit pour interrogatoire en voiture vers le siège de la Gestapo, Valentin Abeille va durant le trajet effectuer une tentative d'évasion rue Arsène-Houssaye. Grièvement blessé par balles, il est transporté rue des Saussaies où, malgré son état, il est brutalement interrogé. Son état empirant, il est transféré dans le service carcéral de l'hôpital de la Pitié où il succombera le 2 juin 1944 sans avoir parlé.

Son corps sera retrouvé à la Libération dans un terrain vague. Des obsèques nationales lui seront organisées aux Invalides le 12 novembre 1944.

Valentin Abeille, lieutenant-colonel, fut nommé Compagnon de la Libération à titre posthume par décret du 28 mai 1945, la Croix de Chevalier de Légion d'honneur lui fut attribuée ainsi que la Médaille de la Résistance, la Croix de Guerre 1939-1945 avec palme, la Croix du Combattant.

Sa mémoire est honorée par une Allée Valentin-Abeille dans le 18^e Arrondissement de Paris, par une salle de la préfecture de Seine-et-Marne, une rue à Provins, Par une place à Montrejeau (31). Son nom figure sur le monument aux morts de Lons-le-Saunier, sur le «Mur du Souvenir» au siège du Grand Orient de France, 16 rue Cadet, dédié «à la mémoire des Frères-Maçons fusillés, déportés, morts au combat, victimes des nazis et de leurs alliés», sur la plaque commémorative du ministère de l'Intérieur dédiée aux «personnels de l'Administration centrale et de l'Administration préfectorale morts pour la France. 1939-1945».

¹ Camille Chautemps : Né en 1885, député radical-socialiste de l'Indre puis du Loir-et-Cher de 1919 à 1934, maire de Tours de 1919 à 1925, plusieurs fois ministre (1924 à 1926), Sénateur du Loir-et-Cher de 1934 à 1939, Président du Conseil en 1930 et de novembre 1933 à janvier 1934, succède à Léon Blum à la tête du Gouvernement de Front populaire de juin 1937 à mars 1938. Vice-président des gouvernements Daladier, Reynaud

et Pétain, il sera favorable à l'armistice. Ayant démissionné du Gouvernement Pétain le 12 juillet 1940, il est missionné officieusement en novembre 1940 aux Etats-Unis où il restera jusqu'en 1944. Poursuivi à la Libération, il sera condamné par contumace en 1947 à cinq ans de prison et amnistié en 1954.

² Quatre des délégués militaires parachutés avec lui sont arrêtés par les Allemands.

³ Maurice Guillaudot sera arrêté le 10 décembre 1943. Torturé, il sera déporté au camp de concentration de Neuengamme, où il arrivera le 31 juillet 1944 à Neuengamme, d'où il ne rentrera qu'en mai 1945. Il sera fait Compagnon de la Libération le 19 octobre 1945, et deviendra Grand Croix de la Légion d'honneur.

SIMONE SCHLOSS, UNE COUTURIÈRE EN RÉSISTANCE



Simone Schloss



Pendant le Procès de la Maison de la Chimie



Le départ vers la déportation et la mort

Simone (Syma) Schloss, née le 23 septembre 1919 à Radomysl, en Pologne, arriva en France en septembre 1923 avec ses parents Juifs polonais, Jacob, un menuisier et sa mère Malka.

Couturière à domicile, habitant chez ses parents 20 rue Dénoyez, dans le 20^e arrondissement de Paris, Simone va militer dans un foyer de l'Union des Jeunes filles de France (UJFF), organisation née en décembre 1936 et présidée par Danielle Casanova, dirigeante des Jeunes communistes.

Les militantes de l'UJFF vont s'investir dans la lutte contre les taudis, dans l'aide à l'Espagne républicaine, collectant des boîtes de lait pour les enfants espagnols, marrainant des combattants des Brigades internationales.

Comme le Parti Communiste, la Fédération des Jeunes communistes, l'Union des Étudiants et Lycéens communistes (UJELCF), l'Union de la Jeunesse agricole de France (UJAF), l'UJFF va être dissoute par décret le 26 septembre 1939, suite à l'approbation par le Parti communiste du Pacte Germano-Soviétique.

Alors que nombre de militants communistes sont arrêtés ou sont mobilisés à l'armée – la guerre a été déclarée – les femmes et jeunes filles communistes vont être sollicitées pour reconstruire les structures communistes clandestines, pour les liaisons clandestines, la réalisation des tracts et journaux clandestins.

Le 1^{er} mars 1941, Simone Schloss sera arrêtée par des gardiens de la paix français avec d'autres camarades alors qu'ils distribuent le journal clandestin des Jeunes communistes, *l'Avant-Garde*.

Elle va être inculpée pour infraction au décret du 26 septembre 1939 pour propagande communiste et sera condamnée à 8 mois de prison. Le 29 août 1941, la Section spéciale, tribunal d'exception auprès de la cour d'Appel mis en place par le gouvernement pétainiste une semaine plus tôt, déclara

irrecevable son recours en appel.

Après avoir purgé sa peine, Simone Schloss va reprendre son activité clandestine. Pour protéger ses parents, elle va quitter le logis familial et aller habiter 163 boulevard de la Villette, près de chez son amie Marie-Thérèse Lefebvre et de son mari Paul, qui tenaient un magasin de cycles au 131.

Elle va devenir agent de liaison de Conrado Miret-Muste, militant communiste du Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC), ancien commandant et commissaire politique de l'Armée républicaine, réfugié en France en 1939, interné aux camps d'Argelès et de Saint-Cyprien, un temps emprisonné en 1940 à Paris et qui sera l'un des fondateurs et chef de l'OS-MOI.

Elle transporta des tracts, des armes et des explosifs utilisés pour les nombreux attentats et sabotages qui vont se multiplier à partir du «coup de feu de Fabien» à l'été 1941. Plusieurs de ces armes utilisées, souvent récupérées, seront réparées par Paul Lefebvre, et cachées avec les munitions correspondantes sous le parquet de son magasin...

ARRETEE PAR LA BRIGADE SPECIALE (BS2)

Le 9 février 1942 Simone Schloss, Paul Lefebvre et Marie-Thérèse Lefebvre vont être arrêtés par des inspecteurs de la Brigade spéciale n°2 des Renseignements généraux, qui découvrent l'arsenal clandestin caché. Après être restés deux mois entre les mains de la BS2, ils furent livrés aux Allemands.

Les policiers ne semblent pas avoir réussi à connaître toutes les activités de Simone Schloss, notamment sa fonction d'agent de liaison et porteuse d'armes pour l'O.S. Elle avoua seulement avoir donné en garde à Marie-Thérèse Lefebvre des paquets reçus d'une certaine Lily, mais dont elles ignoraient le contenu, Paul Lefebvre étant censé n'être pas au courant de leurs activités clandestines ; ce qui lui sauva la vie.

Simone Schloss, Marie-Thérèse et Paul Lefebvre firent partie des vingt-sept «terroristes» inculpés auxquels les polices française et allemande vont reprocher au moins trente-quatre attentats, pour lesquels les faits étaient établis. Conrado Miret-Muste, avait succombé sous la torture avant le procès.

Ils furent traduits devant le même tribunal militaire siégeant cette fois à la Maison de la Chimie, du 7 au 14 avril 1942. Le procès, une nouvelle parodie de justice, se déroula dans les mêmes conditions : les mêmes juges militaires saluant les officiers et policiers nazis, des avocats bilingues nommés d'office et n'ayant ni accès aux dossiers ni contact avec les accusés, tortures pendant une suspension d'audience pour l'un d'entre eux qui niait, procès tenu en allemand, en principe public mais interdit aux familles.

Sur les vingt-cinq condamnés à mort le 14 avril, les vingt-trois hommes vont être fusillés dès le 17 avril 1942 au Mont-Valérien. Simone Schloss et Marie-Thérèse Lefebvre, verront leur peine capitale commuée, et seront déportées en Allemagne par un convoi de politiques du 27 avril 1942, sous la procédure *Nacht und Nebel* (NN) avec secret des procédures, des destinations, des condamnations.

Marie-Thérèse Lefebvre et son époux survécurent aux camps de concentration. Simone Schloss fut transférée à Karlsruhe, à la forteresse d'Anrath puis à la prison de Greifeld et à celle de Cologne, où elle fut guillotinée le 2 juillet 1942.

Le ministère des Anciens Combattants attribua le 27 décembre 1957 à Simone Schloss, homologuée à titre posthume comme soldat de 2^e classe, la mention «Morte pour la France». La mention «Morte en déportation» du ministère de la Défense du 3 mars 2000 figure également sur son acte de décès. Une plaque commémorative est apposée 28 rue Saint-Dominique à la Maison de la Chimie.

* S.-M.O.I. : Organisation Spéciale – Main d'œuvre Immigrée. L'O.S. est la structure mise en place à l'automne 1940 par le parti communiste clandestin pour procéder

au ramassage des armes abandonnées lors des combats de mai-juin 1940, assurer la protection des prises de parole, distributions de tracts et journaux clandestins,

etc. La M.O.I est sa branche regroupant essentiellement des immigrés. L'OS-MOI sera composante fondatrice des FTPF.

LE COURAGE DE S'OPPOSER AU NAZISME...



13 juin 1936, aux chantiers navals hambourgeois Blohm et Voss. A droite, au milieu, August Landmesser, en bas Gustav Wegert.

Le 13 juin 1936, aux Chantiers navals Blohm and Voss de Hambourg, l'ensemble du personnel dûment convoqué est rassemblé pour assister en présence de nombreux invités au lancement du trois-mâts navire-école de 90 m «Horst-Wessel».

La cérémonie commence par un discours de Rudolf Hess, dauphin officiel d'Hitler, présent à ses côtés sur la tribune officielle. Puis, la mère d'Horst Wessel baptise le navire avec une bouteille de champagne alors que la foule unanime des travailleurs des chantiers et des invités n'effectue le salut nazi le bras tendu.

Unanime ? la photo panoramique de la foule montre l'un des assistants les bras ostensiblement restés croisés...

¹ Les Chantiers Blohm et Voss, fondés en 1877 près de Hambourg, avaient construit durant la 1^{re} Guerre mondiale 98 sous-marins, 6 grands torpilleurs et le croiseur léger Cöln. En 1932, à la fin de la Grande dépression, les Chantiers emploient 3 000 employés. L'arrivée d'Hitler au pouvoir et sa politique de réarmement vont dynamiser l'entreprise dont les dirigeants se sont ralliés au nazisme : en 1937, Blohm et Voss font travailler 14 000 ouvriers. Les Chantiers vont notamment construire pour le Reich le cuirassé Bismarck, le croiseur lourd Admiral Hipper, le paquebot Wilhelm Gustloff, ainsi que 224 U-Boots, utilisant la main-d'œuvre de milliers de travailleurs forcés de toute l'Europe, abritant de plus sur son site une annexe du camp de concentration de Neuengamme.

² Horst Wessel : Né en 1907, fils d'un pasteur, ayant fait des études - interrompues - de droit, il milita très jeune dans plusieurs mouvements d'extrême-droite (Bismarckjugend, Vikingbund, Sportverein Olympia) avant d'adhérer le 7 décembre 1926 au Parti nazi, rejoignant les S.A., prenant la tête d'un de leur groupes de choc berlinois, la SA-Sturm 5, s'affrontant aux communistes du Roter Frontkämpferbund (RF). Le 14 janvier 1930, Horst Wessel sera abattu chez lui par un groupe du RF et décèdera à l'hôpital le 23 février. Le Parti nazi en fera un héros, et un poème qu'il aurait écrit, mis en musique, devint le Horst Wessel Lied, hymne du parti nazi puis de l'Allemagne hitlérienne.

³ Basé à Kiel, sur la Baltique, le Horst-Wessel effectua, outre ses missions de formation, des transports de troupes durant la Seconde Guerre mondiale. Il fut attribué au titre des réparations de guerre aux Etats-Unis et, rebaptisé le 15 mai 1946 «Eagle», et intégra comme navire-école de formation les Gardes-côtes des Etats-Unis, au sein desquels il est toujours en service ; il est l'un des deux seuls navires à voile actifs de la marine US.

Qui était-il, Qu'est-il devenu ? Ces questions sont restées sans réponse pendant plusieurs décennies, d'autant plus que le cliché, retrouvé dans les archives de la Süddeutsche Zeitung, n'a été rendu public que par l'hebdomadaire allemand publié à Hambourg *Die Zeit*, daté du... 22 mars 1991.

Dans un premier temps la scène est référencée au lancement du «*Bismarck*» en 1939, avant qu'une étude plus poussée n'en détermine la date précise : le 13 juin 1936, date du lancement du «*Horst-Wessel*».

Dès lors, le quotidien régional de Hambourg «*Hamburger Abendblatt*» du 15 novembre 1995 lance un appel à témoin pour identifier l'homme aux bras croisés.

Le cliché est aujourd'hui exposé dans le Centre berlinois «Topographie de la terreur» installé dans l'ancien QG de la Gestapo. La légende qui l'accompagne le présente comme, étant August Landmesser, un jeune ouvrier du chantier naval.

Après la publication du cliché par *Die Zeit*, une jeune femme nommée Irène Eckler identifiera sur la photo... son père, August Landmesser. En 1996, elle publiera, en y présentant de nombreux documents issus des administrations officielles et de ses archives familiales (photos, lettres), un premier livre retra-

⁴ Le Centre de documentation, ouvert en 2010, est établi à côté du musée Gropius Bau, non loin de la Potsdamer Platz où se trouvait la centrale de la terreur national-socialiste de 1933 à 1945 : Gestapo, commandement SS, SD et le service général de la sécurité du Reich. C'est là qu'ont été menées persécutions et destruction des opposants au national-socialisme en Allemagne et à l'étranger et que s'est organisé le génocide des Juifs et des Roms. Il retrace l'histoire du site et des institutions de la terreur installées tout près du quartier du gouvernement Nazi, ainsi que l'histoire de leur crime organisé à l'échelle européenne.

çant l'histoire dramatique de sa famille, qu'elle complètera en 2001 dans un second.

August (Friedrich Landmesser, né le 24 mai 1910 à Moorrege), petite localité du Schleswig-Holstein située à une vingtaine de kilomètres du port de Hambourg, était le fils unique de la famille ouvrière d'August Franz Landmesser et de Wilhelmine Magdalene née Schmidtppott. Géomètre, il épouse Winalda Gundmann, la fille d'un policier, et ont en 1929 une fille, Ingeborg. Le couple, qui vit à Uetersen, petite cité proche de Moorege, se séparera en 1934, August Landmesser partant le 1^{er} novembre vivre à Hambourg.

L'Allemagne du début des années 1930, fortement impactée par les conséquences de sa défaite de la 1^{re} Guerre mondiale, va subir dramatiquement les contrecoups de la crise économique ayant suivi le krach boursier en octobre 1929 aux Etats-unis et qui s'est rapidement étendue à travers le monde, y entraînant les faillites d'entreprises financières, commerciales et industrielles, y développant massivement le chômage. Cela s'est traduit en Allemagne début 1933 par 6 millions de chômeurs totaux et 8 millions de chômeurs partiels qui vont être sensibles à la démagogie du Parti nazi qui leur promet le plein emploi et constituer un vivier dans lequel il va recruter.

⁵ Die Vormundschaftsakte 1935-1958 : Verfolgung einer Familie wegen «Rassenschande» : Dokumente und Berichte aus Hamburg, Schwetzingen, Hornburg, 1996 («Le dossier de tutelle 1935-1958 : persécution d'une famille pour «agression - ou «pollution» - raciale»)

⁶ A family torn apart by «Rassenschande» : politische Verfolgung im Dritten Reich : Dokumente und Berichte aus Hamburg, deutsch und englisch, Schwetzingen, Hornburg, 2001 («Une famille déchirée par la notion d'agression raciale» : Persécution politique dans le Troisième Reich...»)

C'est dans ce contexte qu'August Franz Landmesser et son fils August, à la recherche d'un emploi et espérant que cela en faciliterait l'obtention, ont adhéré en 1931 au Parti nazi. August Landmesser en restera membre jusqu'en 1935 car, entretemps, en octobre 1934, il a fait une rencontre qui marquera sa vie...

Elle s'appelle Irma Eckler et est âgée de 21 ans, elle est la fille d'Arthur Eckler – de mère juive et de père non-Juif – et de Friederike Sophie Horneburg, d'une famille juive sépharade. En 1931, elle a été baptisée protestante.

August et Irma, amoureux, se fiancent à Pâques 1935, le 21 avril, et décident de se marier en août suivant ; mariage auquel un employé de mairie nazi refusera de procéder, anticipant de quelques semaines la loi «Pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand», l'une des lois dites «de Nuremberg» adoptées le 15 septembre 1935 et entrées en vigueur le lendemain.

L'article 1 de cette loi interdit les mariages entre Juifs et citoyens dits «de sang allemand ou apparenté» ; de tels mariages sont réputés nuls, même s'ils ont été conclus à l'étranger ; les relations sexuelles extraconjugales sont également prohibées...

Exclu du parti nazi pour cette relation, August Landmesser, qui s'y refusera, est mis en demeure de cesser tout rapport avec Irma Eckler, qui va donner naissance le 29 octobre 1935 à leur fille Ingrid ; laquelle va être considérée par la législation nazie comme «métisse» – «Mischling» en allemand – du 1^{er} degré.

A plusieurs reprises, Landmesser tentera sans succès d'obtenir l'autorisation d'épouser Irma Eckler, ses tentatives lui valant une attention soutenue de la part de la police nazie. Il ne semble pas que son geste d'opposition lors de l'inauguration du *Horst-Wessel* le 13 juin 1936 ait eu des conséquences particulières. Perdu dans l'anonymat de la foule, il ne semble pas avoir été dénoncé par les ouvriers qui l'entourent. Jusqu'en 1933, les Chantiers navals de Hambourg étaient un bastion du Parti communiste allemand (KPD). Contraints de sacrifier aux rites publics nazis, beaucoup ont conservé en secret leurs convictions...

En juillet 1937, August Landmesser tente de passer au Danemark tout proche avec le projet d'y trouver du travail ; Irma – alors enceinte d'Irène, leur seconde fille qui naîtra le 6 août suivant – et Ingrid devant venir l'y rejoindre. Arrêté le 28 juillet, il est emprisonné à Fuhlsbüttel. Passant en jugement le 27 mai 1938, il est acquitté... sous la condition de ne plus revoir Irma Eckler.

N'ayant pas respecté cette condition, August Landmesser est à nouveau arrêté, le 15 juillet 1938, et va être condamné le 25 octobre 1938 «pour souillure de race» à deux ans et demi de travaux forcés, qu'il effectuera dans le camp de Börgermoor, ouvert en 1933 et situé dans la région marécageuse de l'Emsland, au nord-ouest du pays à la



August Landmesser faisant faire ses premiers pas à Ingrid, Irma Eckler tenant dans ses bras leur deuxième fille Irène.

frontière néerlandaise. C'est dans ce camp que fut composé en 1933 et chanté pour la première fois le 27 août le *Börgermoorlied* ou *Die Moorsoldaten*, le «Chant des Marais» en français.

MORT D'AUGUST ET D'IRMA

Libéré le 19 janvier 1941, il s'installe à Rostock et travaille comme contre-maître dans la société de transport Püst installée dans la petite ville voisine de Warnemünde. Lors de déplacements professionnels à Hambourg, il tentera – et réussira – à prendre contact avec sa fille Ingeborg, issue de son premier mariage et alors âgée de 13 ans, et même en 1943 avec sa seconde fille Ingrid.

En février 1944, alors que la Wehrmacht, épuisée par la contre-offensive soviétique en Europe de l'Est et dans les Balkans, manque d'hommes et fait appel même à ceux qu'elle avait considérés comme indignes de porter son uniforme, August Landmesser est appelé dans une unité disciplinaire «criminelle» de la Wehrmacht, le *Bewährungsbataillon 999*, «réservée» à des opposants au régime nazi. Engagé en Dalmatie croate, il y aurait été tué le 17 octobre 1944 péninsule de Peljesac.

Irma Eckler fut arrêtée le 18 juillet 1938, notamment en vertu d'un décret secret du 12 juin 1937 permettant en cas de «souillure de race» d'arrêter la femme d'un couple et de l'interner «pour sa protection» ; elle le fut à la prison de Fuhlsbüttel jusqu'au 29 juillet, puis à la prison pour femmes de Hambourg, avant d'être transférée successivement aux camps de concentration d'Orianenbourg, de Lichtenburg, de Ravensbüch. Envoyée en février 1942 à «l'Institut de guérison et de soins» (sic), en fait d'euthanasie, de Bernburg, près de Dessau, elle y fut gazée le 28 avril.

Après-guerre, au cours de l'été 1951, le mariage refusé en août 1935 d'August Landmesser et d'Irma Eckler sera validé par le Sénat de Hambourg ; et à l'automne, Ingrid et Irène recevront le nom de leur père (Irène continuant à se faire appeler Eckert).

Après l'arrestation leur mère, les deux sœurs, Ingrid et Irène, furent dans un premier temps confiées à l'Orphelinat municipal. Au regard des lois raciales nazies de Nuremberg et suivantes, les deux sœurs eurent un statut et un sort différents. Alors qu'Ingrid était classée «Michling» au 1^{er} degré, Irène, parce que née après le 31 juillet 1936, était considérée comme juive à part entière.

Ingrid fut confiée à sa grand-mère maternelle Friederike Sofie et à son second mari Ernst Grauman («aryen» protestant), tandis qu'Irène Sara le fut à plusieurs familles d'accueil, telles celle du Dr Hermann Israël Gerson, membre de la Cour juive de District, qui multipliera sans succès les efforts pour lui faire obtenir le statut de *Mischling* plus protecteur, de Mme et M. Ernst Krause (famille dite «aryenne»), famille Proskauer («mixte»)...

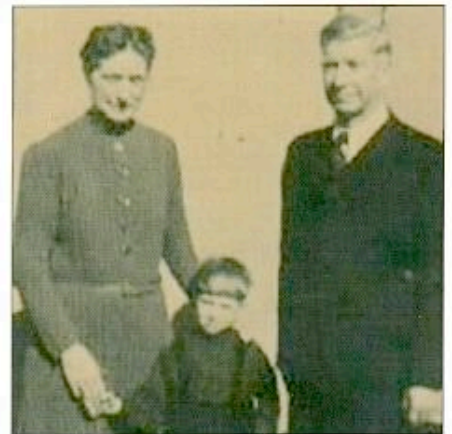
Toutes deux survivront.

GUSTAV WEGERT

Un autre hambourgeois, Wolfgang Wegert, crut reconnaître sur la photo publiée par *Die Zeit* en 1991 une autre personne que Landmesser, à savoir Gustav Wegert, ouvrier serrurier des chantiers navals Blohm et Voss en 1936, comme en témoigne un certificat de travail en possession de sa famille.

Décédé en 1959, profondément religieux, il aurait toujours refusé de faire le salut nazi au mépris des avertissements de ses contremaîtres, et du risque qu'il courait d'être arrêté.

Sa ressemblance avec l'opposant de la photo des Chantiers Blohm et Voss est, comme pour Landmesser, troublante...



Gustav Wegert et son épouse en 1948.

¹ Depuis le 23 juillet 1938, les cartes d'identité juives obligatoires doivent inclure le prénom d'Israël pour les hommes et celui de Sara pour les femmes. Irène en sera dotée.

LES IMMIGRES BULGARES DANS LA RESISTANCE FRANCAISE

C'est à la fin du VII^e siècle que des populations venues d'Asie centrale fondent la Bulgarie du Danube, premier Etat bulgare incluant le territoire de la Bulgarie et des parties des actuelles Hongrie, Macédoine et Grèce, et limitrophe de l'Empire byzantin, avec lequel les relations furent durant plusieurs siècles conflictuelles, alternant alliances et conquêtes de territoires.

De premiers contacts entre la France et la Bulgarie se nouèrent quand l'Empire de Louis le Débonnaire, héritier de Charlemagne, et les Etats du Khan Krom, eurent une frontière commune et conclurent un traité officiel en 831.

A la fin du XIV^e siècle, les royaumes bulgares seront conquis par les Turcs ottomans qui – ayant vaincu l'Empire Byzantin en 1453 – vont ainsi dominer sans partage le pays de 1396 à 1878, islamisant une partie de sa population.

A partir du XVI^e siècle, l'Empire ottoman accorde aux puissances d'Europe occidentale des Consuls dans les principales villes de l'Empire, le privilège de juridiction pour leurs ressortissants, la liberté de pratiquer leur religion, la liberté de commerce, des tarifs douaniers préférentiels. C'est ce qu'on appelle les «Capitulations», les premières étant signées par la France en 1536. Ces Capitulations, qui ont permis la mise en place d'une liaison entre Marseille et les territoires bulgares, permettent aussi au roi de France de se positionner en 1673 comme le protecteur des chrétiens du Levant.

En écho au mouvement de libération démocratique et national initié par la Révolution française se développe au début du XIX^e siècle dans les territoires bulgares de l'Empire ottoman un sentiment national, une presse bulgare apparaît dans les milieux de l'émigration, l'enseignement se développe ; les échanges culturels franco-bulgares aussi : en 1870, 19 écoles françaises sont établies sur le sol bulgare, notre pays a joué depuis 1820 un rôle important dans la formation des élites bulgares.

LE SOULEVEMENT NATIONAL

En novembre 1875, un Comité central révolutionnaire bulgare va programmer un soulèvement anti-turc pour avril-mai 1875. Celui-ci prit son départ le 2 mai 1875, s'étendant bientôt à quasiment tout le pays mais sera finalement écrasé par les forces ottomanes au prix de massacres de populations civiles : instruit de celui de la ville de Batak, Victor Hugo le dénoncera le 26 août 1876 à Paris : «*Batak est réduite en quelques heures de neuf mille à treize cents habitants... Tuer un homme au coin de la forêt de Bondy ou de la Forêt noire est un crime ; tuer un peuple au coin de cet autre bois qu'on appelle la diplomatie est un crime aussi* »

Cette répression et l'émotion qu'elle suscite en Europe et jusqu'aux Etats-Unis vont conduire de 1876-1877 à une nouvelle guerre dans les Balkans opposant la Roumanie et l'Empire russe à la Turquie

et qui débouchera en mars 1878 sur le Traité de San Stefano qui crée la Grande Bulgarie ; mais que suivra en juillet le congrès de Berlin qui la divise en deux principautés, dont l'une reste vassale de l'Empire ottoman. La France, reconnaissant la nouvelle principauté Bulgare désigne dès le 31 août 1878 un premier ambassadeur auprès d'elle.

Les trois décennies qui vont suivre vont en 1885 permettre l'unification de la Roumélie à la Bulgarie ; la Macédoine, la Thrace, la Dobroudja restant hors du pays. Ce qui nourrira des revendications nationalistes, et des conflits de frontières menant à des guerres opposant jusqu'en 1913 la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie, la Grèce et l'Empire ottoman. Durant cette période, les relations avec la France ne sont pas étroites.

A l'été 1914 éclate le Premier conflit mondial, la Triple alliance des Empires centraux – Allemagne, Autriche-Hongrie et Empire ottoman – s'oppose à la France, la Grande-Bretagne, la Serbie, la Roumanie et le Monténégro. La Bulgarie, qui a notamment des revendications sur la Macédoine et la Dobroudja et un contentieux avec la Serbie et la Roumanie, va le 5 octobre 1915 rejoindre la Triple alliance, devenant ainsi un pays ennemi ; et ses ressortissants en France des civils ennemis.

Ces civils bulgares sont peu nombreux, la France n'ayant pas été une destination première de l'émigration bulgare : ils sont 743 recensés en 1911, surtout en Région parisienne, ouvriers surtout ; ils seront internés dans des camps, tel celui de Guérande.

Du Front d'Orient, où un corps expéditionnaire français mené par Franchet d'Espèrey, envoyé combattre au secours des Serbes sur le Front de Salonique, va en septembre 1918 remporter en Macédoine sur l'armée bulgare la victoire d'Uskub (actuelle Skoplje), vont arriver par bateau à Toulon et Marseille des prisonniers bulgares qui seront internés dans des camps du sud de la France ; les officiers étant dirigés vers Corte, en Corse. La Bulgarie demandera l'armistice.

LA COMMUNAUTE BULGARE

Aux civils bulgares présents dès avant la Guerre – et qui restent en France – vont se joindre des prisonniers bulgares qui, libérés, ne regagneront pas leur pays. Puis bientôt arriveront une émigration économique et une émigration politique fuyant la répression.

Au recensement de 1926, ils sont 2 606 Bulgares présents en France, essentiellement des travailleurs, quelques étudiants, des engagés dans la Légion étrangère, des artistes comme le peintre Jules Pascin ou le producteur musical Jules Canetti. Mais aussi des réfugiés politiques fuyant la répression menée contre les Agrariens et les communistes par les auteurs du coup d'Etat de 1923.

Ainsi l'instituteur Boris Milev, menacé d'arrestation, émigrera en France en 1925 où il entreprend des études d'art drama-

tique et milite au groupe de langue bulgare du Parti communiste français à la «Main d'œuvre étrangère», l'ancêtre de la M.O.I. Ayant participé à une grève, il sera expulsé en Belgique en 1928, reviendra en France avant de repartir en Bulgarie en 1931 ; nous le reverrons...

En 1931, le recensement enregistre la présence sur le sol français de 4 542 Bulgares. Les contrecoups de la crise de 1929, avec le chômage de masse que cela entraîne, vont conduire à l'instar d'immigrés d'autres nationalités au départ d'immigrés bulgares. Au recensement de 1936, ils ne sont plus que 2797, auxquels il faut joindre 536 naturalisés.

40% de ces immigrés bulgares résident dans le département de la Seine, 1500 vivent dans Paris, beaucoup sont artisans tailleurs, cordonniers bottiers, fabricants de chaussures tressées, l'«Amicale bulgare» de la Région parisienne, fête la Saint-Basile le 13 janvier, célèbre le 2 juin à Chaville le poète national Christo Boteff.

Il y a aussi de petites communautés bulgares en Province ; dans le nord de la France, dans le midi, dans la Drôme deux Bulgares sont métallurgistes, trois travaillent dans la construction, trois sont manoeuvres ; à Béziers, une coopérative de fabrication de chaussures tressées fondée en 1927 par le militant bulgare Georges Kolouharov emploie de nombreux militants anarchistes notamment.

Sur le plan politique, il y a une implantation notable du mouvement anarchiste bulgare, dans le midi et en Région parisienne, autour de



Georges Dimitrov

la Librairie internationale de la rue des Prairies, de Nikola Tchorbadiëff à Paris et Iakov Dubinski dans le midi. La montée du fascisme dans toute l'Europe centrale et Orientale, l'arrivée d'Hitler au pouvoir début 1933 ainsi que le Procès de Leipzig intenté par les Nazis à trois Bulgares, Georges Dimitrov, dirigeant de l'Internationale communiste, Popov et Tanev, soulève un vaste mouvement de solidarité. Le prestigieux avocat Moro-Gaffieri participe à un contre-procès à Londres et à un meeting de solidarité Salle Wagram à Paris. Cela va contribuer à accroître l'audience des communistes parmi les immigrés bulgares ; une audience qui grandira encore lors du Front Populaire et quand le soulèvement franquiste en Espagne contre la République conduira à la formation des Brigades internationales.

LES BRIGADISTES

462 Bulgares vont rejoindre les Brigades internationales, immigrés Bulgares en

France et Bulgares de Bulgarie transitant par la France, et qui pour beaucoup résideront quelques jours dans un hôtel au 11 de la rue des Châufourniers à Paris, non loin du Centre d'accueil des futurs brigadistes situé 8, avenue Mathurin-Moreau.

Des Bulgares seront parmi le premier contingent de 500 volontaires arrivés à Figueras le 12 octobre 1936. Ils intégreront, tel Cesar Covo, jeune ouvrier parisien de 24 ans, les bataillons Dombrowski de la 11^e Brigade internationale, Tchaïev de la 13^e Brigade, Dimitrov de la 15^e Brigade.

Ainsi Théodore Araboff et Nicolas Atanaz quitteront l'hôtel de la rue des Châufourniers pour rejoindre la frontière espagnole, Vladimir Moutavchieff, ouvrier cordonnier parisien habitant rue de Turbigo, partira en décembre 1936 en Espagne républicaine, d'où il ne rentrera en France par Port-Bou que le 8 février 1939 lors de la *Retirada*.

Ayant transité par Paris, lieutenant de réserve, Nicolas Baroutchieff, âgé de 36 ans, partit le 3 février 1937 pour rejoindre les Brigades internationales, dont il sera lieutenant. Malade, il sera évacué en France par Cerbère le 12 septembre 1938. Objet d'un refus de séjour, il sera condamné à deux mois de prison en février 1939 puis interné au camp de Gurs. Plusieurs brigadistes bulgares - le gouvernement bulgare les a privés de leur nationalité - connaîtront les camps français de la *Retirada* : Argelès, Saint-Cyprien, Gurs, le Vernet...

Le 1^{er} septembre 1939, la France déclare la Guerre au Reich nazi qui vient d'attaquer la Pologne ; la Deuxième Guerre mondiale commence. La Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg sont envahis... La Pologne capitule après un mois de combat, s'ensuit jusqu'en mai 1940 une période d'inactivité sur le front. C'est la «Drôle de Guerre» qui prendra fin le 10 mai 1940 lorsque la Wehrmacht attaquera à l'ouest en France, aux Pays-Bas et en Belgique. Pendant cette période, plusieurs dizaines de Bulgares résidant ou se trouvant en France - dont des Brigadistes - vont s'engager dans l'Armée française, dans la Légion étrangère et dans les Régiments de marche des Volontaires étrangers.

La France sera vaincue en juin 1940, ses parties nord et ouest sont occupées, un régime collaborateur du Reich est installé au sud, les Juifs, les communistes, les anciens brigadistes et républicains espagnols seront l'objet de la répression.

Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie envahit l'Union soviétique, c'est l'opération Barbarossa. Bien qu'un régime fasciste allié du Reich soit au pouvoir en Bulgarie, le pays, qui avait participé à l'attaque nazie contre la Grèce et la Yougoslavie, en annexant des parties de leurs territoires, ne se joindra pas à l'attaque contre l'URSS.

Cette agression contre l'URSS va créer les conditions d'un large rassemblement des forces antifascistes et du développement de la lutte armée contre le Reich nazi, ses alliés et ses complices.

Il en sera ainsi en France où le Parti communiste va initier la lutte armée en juillet 1941 par le coup de feu de Fabien à Barbès, son Organisation Spéciale va fusionner avec les formations armées de la Jeunesse communiste et de la Main-d'œuvre immigrée (M.O.I.) pour former les Francs-Tireurs et Partisans, les FTP ; dont les FTP-MOI seront la branche rassemblant des immigrés, dont nombre d'anciens brigadistes.

LES F.T.P.-M.O.I.

Boris Milev, après une mission pour l'Internationale communiste en Pologne était revenu en 1939 en France mais avait été arrêté par la police française peu après le début de la Guerre et interné successivement à Fresnes, au Vernet et au camp des Milles, dont il s'évadera. Arrêté après leur occupation du nord de la France par les Allemands et incarcéré à Chalon-sur-Saône, il sera libéré comme citoyen d'un Etat allié de l'Allemagne.

Passant à la clandestinité, Boris Millev va rejoindre le groupe bulgare des FTP-M.O.I. formé par Vladimir Chterbanov, Nicolas Marinov et Nicolas Radulov, trois anciens brigadistes. Remplaçant le Tchèque Karel Stefka arrêté peu avant, il entre en janvier 1943 dans le triangle de direction des FTP-M.O.I. de la Région parisienne, qui comprend dans son 4^e détachement des Bulgares aux côtés de Roumains, de Hongrois.

Repéré par la police, Boris Millev devra quitter Paris en avril 1943 et est envoyé par la Direction de la M.O.I. dans le Nord puis l'Est de la France. A partir de l'automne 1943, il y organise les premiers maquis FTP de prisonniers soviétiques évadés¹.

L'ancien brigadiste bulgare Nicolas Zadgorski, fut responsable FTP-M.O.I. de la Région parisienne.

Dans le sud-est, les étrangers vont aussi avoir une place importante dans la Résistance locale, dans son encadrement. En août 1943, les groupes de Toulon et Nice reçoivent notamment le renfort de Bulgares évadés de leur GTE forestier de la région de Brignoles.

Parmi eux, Ivan Tenev, alias «Jean», Daskalov (« l'Instituteur »), révoqué et condamné à 12 ans de prison, qui avait réussi à rejoindre l'Espagne pour combattre le fascisme dans les rangs des Brigades internationales. Après le retrait des Brigadistes d'Espagne, il avait été interné à Argelès, à Gurs puis au camp des Milles avant d'être affecté à un Groupe de travailleurs étrangers (G.T.E.)²

Jordan Ovcharoff (alias «Marcel»), né en 1913 en Bulgarie, était lui aussi un ancien des Brigades internationales arrivé en Espagne en 1937 et qui lui aussi avait connu après la retraite républicaine de Catalogne les camps français d'Argelès, de Gurs, des Milles et le 167^e GTE, dont

il s'évadera en août 1943. D'abord militant des FTPF à Marseille, il rejoint les Alpes-Maritimes fin 1943 et y mène plusieurs actions de sabotage notamment à l'Usine d'Air liquide de Nice en février 1944.

En juin 1944, il organise début août 1944 à Grasse l'évasion de 23 prisonniers soviétiques souhaitant rejoindre les FTP. C'est lors de la mise en œuvre de l'opération qu'il est tué le 6 août par une patrouille allemande à Grasse. Son nom figure sur le nom des martyrs de la Résistance grassoise.

LA LIBERATION

A partir du début 1942, et jusqu'à l'insurrection de Paris d'août 1944, lors de laquelle tombera André Ghéron, âgé de 19 ans, pas moins d'une quarantaine d'actions notables en Région parisienne seront menées par les FTP bulgares contre des dépôts d'essence, des garages, mais aussi contre des détachements allemands, faisant plusieurs dizaines de tués...

Formé en août 1944 à Paris, le «Comité de Résistance bulgare» va participer aux combats de la libération de Paris, occupant les locaux consulaires bulgares le 22 août.

Georges Stoyanoff, qui avait quitté la Bulgarie en 1926 et était devenu coiffeur à Paris, avait rejoint les FTP : il va poursuivre le combat contre les nazis en s'engageant dans la 1^{re} armée.

Plusieurs Bulgares avaient aussi rejoint les Français libres, tels en Palestine en juillet 1940 Uasily Vasso Beachef, âgé de 34 ans, il sera tué le 19 janvier 1941 et Hans Liatcheff, engagé au Liban en octobre 1941, Mort pour la France le 5 septembre 1943

A la Libération est formé le «Comité de l'unité et de défense bulgare», qui fait paraître à Paris un journal en français, la *Bulgarie nouvelle*.

La Guerre froide qui commence conduira du fait des autorités françaises à la cessation de ses activités, dont certaines sont transférées au «Comité d'aide et de défense des immigrés» (CADI).



Monument aux FTP-M.O.I. au cimetière parisien du Père-Lachaise

¹ Rentré en Bulgarie après-guerre, victime de répression à l'époque stalinienne, réhabilité, il aura ensuite d'importantes fonctions. Diplômé à l'UNESCO, il décède à Paris en 1983.

² Ivan Tenev retournera en Bulgarie en février 1945, il deviendra député et président du groupe parlementaire France-Bulgarie.

LA FRANCS-MAÇONNERIE DANS L'HISTOIRE



Symboles maçonniques : l'équerre, le compas...

Les origines précises de la Franc-maçonnerie ont fait l'objet de débats, car aux données historiques confirmées se mêlent parfois d'autres, légendaires ou symboliques. Ainsi, certains les font remonter à Adam, à l'Arche de Noé, à la construction du Temple de Salomon, ou encore aux bâtisseurs des... pyramides ; d'où le «rite égyptien» suivi par certaines obédiences maçonniques contemporaines.

Sans qu'il soit possible, du fait du manque de traces écrites, d'en fixer les dates des étapes, c'est à partir des corporations de métiers – dont ceux de la maçonnerie, importants en cette période de bâtisseurs d'édifices religieux – qui se sont développées partout en Europe au Moyen-Âge, qu'un processus de différenciation va faire émerger des structures qui ne seront plus strictement professionnelles ou de simple entraide mutuelle.

Et c'est en Écosse, à l'extrême fin du XVI^e siècle et au tout début du 17^e, que l'on va identifier ces premières structures – que l'on appellera «loges» ou «ateliers» – de ce qui va devenir la «Franc-maçonnerie». Ainsi, la loge «Mary's chapel», fondée en 1599 à Edimbourg, par William de Saint-Clair, est la première à être connue. C'est à cette origine écossaise que se réfèrent les obédiences contemporaines dites de «rite écossais».

À la fin du XVII^e siècle, une trentaine de loges sont répertoriées aussi en Angleterre. Ces loges, qui n'ont plus guère de proximité avec les métiers, et de ce fait s'éloignent de leur caractère «opératif» d'origine, sont pour l'essentiel citadines, rassemblant des artisans, des commerçants..., se consacrent notamment à la bienfaisance et à l'entraide mutuelle et bientôt vont intégrer des préoccupations d'ordre philosophique, religieux ou social, et devenir ainsi des loges «spéculatives».

Début 18^e siècle, le 24 juin 1717, quatre loges se réunissent dans la taverne londonienne «The Goose and Gridiron» et créent la première «grande loge» : «La Grande Loge de Londres et de Westminster». Elle va être à l'origine, via des commerçants en voyage, des réfugiés étrangers en Angleterre ou britanniques à l'étranger, de la diffusion de la Franc-maçonnerie en Europe et dans les colonies européennes, d'abord d'Amérique, d'Océanie (Australie), d'Afrique et d'Asie.

Ainsi naîtront des loges en Russie (1717),

en Belgique (1721), en Espagne (1728), en Italie (1733), en Allemagne (1736), des Grandes loges – c'est-à-dire rassemblant plusieurs loges – telles la Grande Loge d'Irlande (1725), la Grande Loge d'Écosse (1736), la Grande Loge de France, en 1737. Avant la fondation de cette dernière, les francs-maçons français des premières loges avaient reconnu comme «Grand maître des Francs-maçons en France» un Anglais, Philippe, Duc de Warthon ; deux autres Anglais lui succédèrent.

En 1738 – ou 1740 – Louis de Pardaillan de Gontrain, 2^e duc d'Antin, est élu «Grand maître général et perpétuel des maçons du Royaume de France». A sa mort en 1743, Louis de Bourbon-Condé, comte de Clermont, lui succède à la tête de la première «Grande Loge de France».

Après le décès du Comte de Clermont en 1771, la «Grande Loge de France» – qui n'avait pas réussi à rassembler tous les maçons de France – va connaître, en se transformant le 24 mai 1773 en «Grand Orient de France», la scission d'une «Grande Loge de Clermont». À la veille de la Révolution française, le «Grand Orient» compte plus de 600 Loges.

De 1789 à 1799, la Franc-maçonnerie est en relatif sommeil, de nombreux nobles francs-maçons ont émigré, les francs-maçons des milieux de la bourgeoisie ont vécu les soubresauts de cette période révolutionnaire sans en être les acteurs décisionnaires. En 1799, le «Grand Orient» et la «Grande loge de Clermont» fusionnent.

La période de l'Empire sera faste, Napoléon, qui place à sa tête l'un de ses frères, est attentif à l'appui que peut lui apporter le Grand Orient, où entrent famille et noblesse impériale, maréchaux d'Empire, fonctionnaires : le nombre des loges passe en 10 ans de 300... à 1 120 en 1814.

Durant le 19^e siècle et le premier tiers du 20^e, la Franc-maçonnerie française va être confrontée, comme celles des autres pays, aux problèmes de la définition de ses règles d'admission («initiation») et de vie : organisation et déroulement des «tenues» (réunions) des loges (en général une quarantaine de «maçons»), rite suivi, habillements et symboles maçonniques utilisés, hiérarchies mises en place (différents grades, «Vénérables» à la tête des loges, «Grands maîtres» à celles des Grandes Loges, etc.), des rapports avec les maçonneries étrangères, avec les grandes obédiences internationales, place des femmes dans les loges, référence ou non au «Grand Architecte de l'Univers» (Dieu) ; ce qui va induire des débats pouvant conduire à des ruptures, à des scissions, à la constitution de nouvelles obédiences (ci-contre, principales obédiences en France en 1939).

Les Francs-maçons vont être aussi confrontés aux problèmes de la société et de la vie politique tant nationale (monarchie ou République, Commune de Paris, affaire Dreyfus, antisémitisme, séparation de l'église et de l'Etat, laïcité, Font populaire...) ou internationale (Guerre et paix, Révolution bolchevique, montée du fascisme, Munich, Guerre d'Espagne...).

Dans leur grande majorité, les Francs-maçons français auront sur toutes ces questions un positionnement républicain, démocratique et progressiste ; ce que ne leur pardonnera pas le régime qui s'instaurera en France le 10 juillet 1940...

PRINCIPALES OBEDIENCES LE GRAND ORIENT DE FRANCE

Portant primitivement de 1738 à 1773 celui de «Grande Loge de France», le «Grand Orient de France» prit son nom le 24 mai 1773. Son premier Grand maître fut Philippe d'Orléans. Le Grand Orient manifesterà son soutien aux idées des lumières et à la Révolution française, à laquelle il apportera son soutien le 5 janvier 1792. Sous l'Empire, le «Grand Orient», dont Joseph Bonaparte, frère de l'Empereur, devient Grand maître, est protégé par le pouvoir.

Suspect sous la Restauration, il saluera avec enthousiasme l'avènement de la Seconde République et, sous le Second Empire, redeviendra suspect de...républicanisme. Ayant soutenu la Commune de Paris après l'échec d'une tentative de médiation, le Grand Orient est réprimé jusqu'en 1877, année qui le voit aussi abandonner la référence à Dieu et l'obligation d'y croire. Il luttera pour l'enseignement public laïc et obligatoire. Après avoir apporté son soutien au colonel Dreyfus, le «Grand Orient» défendra la liberté des funérailles, la loi de séparation de l'Église et de l'État en 1905 et la laïcité.

Entre les deux guerres, il aidera les antifascistes italiens fuyant le fascisme, apportera son soutien au Front Populaire et à l'Espagne républicaine. Et en 1939, il regroupera 370 loges.

LA GRANDE LOGE DE FRANCE

Le 22 septembre 1804 fut fondé le «Suprême Conseil de France» regroupant des loges suivant le rite maçonnique écossais. Fusionné sur ordre de Napoléon avec le «Grand Orient», il reprit son autonomie à la chute de l'Empire. En 1894 est fondée suivant ce rite écossais une nouvelle obédience reprenant l'ancien nom de «Grande Loge de France» (GLDF).

LE DROIT HUMAIN

Marie Desraimes, femme de lettres, journaliste, féministe, et Georges Martin, conseiller général et sénateur, fondent le 4 avril 1893 une première loge mixte. Le 11 mai 1901 naissent l'«Ordre maçonnique mixte international le Droit humain» et la «Fédération française du Droit humain». En 1920 se tient à Paris un Convent international avec 300 loges de France et de cinq autres pays.

GRANDE LOGE NATIONALE FRANÇAISE

Sa fondation le 6 novembre 1913 sous le nom de «Grande Loge nationale indépendante et régulière pour la France et ses colonies» est une réaction à l'abandon en 1877 par le Grand Orient de France de l'obligation de croire en Dieu et du concept de «Grand Architecte de l'Univers», et à son ralliement à la République.

ANTIQUÉ ET PRIMITIF RITE ORIENTAL DE MEMPHIS-MISRAÏM

Il représente le courant «oriental» ou «égyptien» de la Franc-maçonnerie. Fondé en France en 1908, il a depuis 1934 pour Grand maître Constant Chevillon, assassiné le 23 mars 1944 par la Milice à Lyon.

GRAND DIRECTOIRE DES GAULES

Fondé le 23 avril 1935, ce courant du maçonnisme chrétien est mis en sommeil le 3 septembre 1939. Réanimé en 1946 sous le nom de Grand Prieuré des Gaules.

L'ANTI-MAÇONNISME SE GÉNÉRALISE ; EN FRANCE AUSSI...



Affiche anti-maçon, antisémite, antigaulleiste.

Dans l'entre-deux guerres, la Franc-maçonnerie est l'objet d'attaques dans plusieurs pays d'Europe et en France même.

En Italie, où le Grand maître du Grand Orient d'Italie, Domizio Torrigiani, par ailleurs inquiet du rapprochement entre Mussolini et le Vatican, a condamné les violences auxquelles se livrent les fascistes, la répression va s'abattre sur la Franc-maçonnerie : le 13 février 1923, le Grand Conseil fasciste a décrété l'incompatibilité de l'appartenance de membres du Parti fasciste à la Franc-maçonnerie et, le 12 janvier 1925, une Loi interdit la Franc-maçonnerie. Des Temples sont saccagés, des maçons arrêtés, déportés dans les îles Lipari... Beaucoup partent en exil en France, où le Grand Orient d'Italie se reconstituera à Paris en 1929.

La maçonnerie allemande a au début des années vingt un profil différent de la française : plusieurs de ses obédiences – majoritaires – sont conservatrices, nationalistes, liées aux églises protestantes, des manifestations d'hostilité envers les Juifs se font jour en leur sein. Il y a aussi un courant minoritaire dit «humanitaire», et le «Soleil levant» – qui a des rapports avec la Franc-Maçonnerie française – défenseur de la République de Weimar.

Dans *Mein Kampf*, Hitler a dénoncé la Franc-maçonnerie comme instrument des Juifs, en 1931, Rudolf Hess, le n° 2 du Parti nazi qui s'approche du pouvoir, rappelle l'incompatibilité entre l'appartenance au NSDAP et à la Franc-maçonnerie. L'arrivée au pouvoir d'Hitler en janvier 1933 va être suivie par des violences contre les locaux maçonniques et les maçons, le Grand Maître de la Grande Loge symbolique fondée en 1930 en réaction à la pénétration d'idées nazies au sein de la Franc-maçonnerie est arrêté. En janvier 1934, Goering demande aux loges de se dissoudre. Ce sera fait à l'été 1935.

La Franc-maçonnerie sera interdite au Portugal le 7 février 1935 et la même année en Turquie, en février 1937 en Roumanie, en novembre 1938 en Pologne et en Autriche après l'Anschluss, en Espagne, les franquistes victorieux, qui ont fusillé de nombreux maçons durant la guerre civile, adoptent une loi antimaçonnique le 1^{er} mars 1940.

Dans plusieurs autres pays, l'extrême-droite, les intégristes catholiques, protestants ou orthodoxes et les organisations fascistes se déchainent contre la Franc-maçonnerie : en Bulgarie, on dénonce «la pieuvre judéo-maçonnique», en Finlande, les officiers se voient interdire l'entrée dans une loge, en Grèce et Yougoslavie, les maçons sont vilipendés par le clergé orthodoxe, en Belgique, le «complot judéo-maçonnique» est dénoncé par les Rexistes de Degrelle...

EN FRANCE

L'antimaçonnerie en France plonge ses racines au XIX^e siècle. Les maçons sont accusés par les royalistes d'avoir fait chuter la monarchie et par les bonapartistes d'avoir contribué au départ de Napoléon III. Quant aux cléricaux, ils s'appuient sur l'encyclique *Humanum Genus* du pape Léon XIII qui en 1884 dénonce la Franc-maçonnerie fondée sur le libre examen, la séparation de l'Église et de l'État et d'être une «société secrète»¹.

Il va connaître un regain d'intensité avec la crise de 1929, l'Affaire Stavisky et le Front populaire, derrière lesquels nombre de futurs collaborateurs (Henri Coston, Pierre Clémenti, Ploncard d'Assac, Vallery-Radot, Marquès-Rivière...) de l'Occupant voient la main de la «juiverie» et de la «franc-maçonnerie», fauteuses de guerre !

Début 1940, les obédiences maçonniques françaises regroupaient environ 50 000 membres actifs, dont 5 000 de hauts grades. Près de 200 députés et une centaine de sénateurs sont membres d'une loge ainsi que de nombreux conseillers généraux, maires... La principale de ces obédiences est le «Grand Orient de France» (370 loges, 29 000 membres), suivie par la «Grande Loge de France» (16 000 membres), le «Droit Humain» (3 000 membres), la «Grande Loge Nationale indépendante et régulière» (1 500 membres), le «Rite de Memphis Misraïm» (1 500 membres).

Devenu le 16 juin 1940 Président du Conseil, Philippe Pétain, qui le 21 juin suivant, en signant l'armistice avec l'Allemagne nazie lui abandonnera 60 % du territoire de la France et aliénera sa souveraineté, et qui, après avoir fait assassiner la République à Vichy le 10 juillet, se proclamera le lendemain «Chef de l'État français», va manifester une obsession : détruire la Franc-maçonnerie. «Un Juif – dira-t-il – n'est jamais responsable de ses origines, un franc-maçon l'est toujours de ses choix».

¹ les Francs-maçons en dénonceront la réalité et le concept, et parleront de «société discrète».
² «F. » : abréviation maçonnique courante pour désigner dans un texte un membre d'une loge.

Dans ce contexte, Arthur Groussier, Président du Conseil de l'Ordre du «Grand Orient», et Louis Villard, Grand secrétaire, écrivent à Pétain le 7 août 1940 : «Dans l'impossibilité absolue de réunir l'Assemblée ou le Conseil..., nous déclarons que le Grand Orient cesse son fonctionnement...»

UNE LEGISLATION REPRESSIVE

Alors que la première loi directement antisémite de l'État français – le Premier statut des Juifs – n'est promulguée que le 3 octobre 1940, c'est dès le 13 août qu'est édictée la première loi répressive, Publiée le 14 août au *Journal Officiel*, elle «porte interdiction des associations secrètes, séquestre des biens, liquidation». Sans qu'elle soit nommée, la Franc-maçonnerie est visée en premier lieu ; de manière annexe, la loi oblige les fonctionnaires et agents de l'État à remplir une déclaration de non-appartenance.

Le 19 août, un décret annonce la dissolution du «Grand Orient de France» (GODF) et de la «Grande Loge de France» (GLDF) ; les autres obédiences seront dissoutes par décret le 27 février 1941 suivant. Une seconde loi antimaçonnique sera promulguée le 11 août 1941 : elle étend aux dignitaires francs-maçons les «interdictions d'accès et d'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés à l'article 2 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs...». 3 000 maçons seront entre 1940 et 1942 renvoyés de la fonction publique (dont 800 instituteurs et 200 professeurs).

À partir du 12 août 1941, le *Journal Officiel* publiera 18 000 noms de dignitaires maçons concernés, avec leurs adresses, professions, noms des loges, niveaux de responsabilités maçonniques...

Une «Commission spéciale des sociétés secrètes», mise en place le 10 novembre 1941, définira les notions de «dignité» concernées.

Lors de leur arrivée en France, les Allemands vont s'intéresser aux loges franc-maçonniques des villes conquises, en occupant les Temples, pillant les archives et spoliant les bibliothèques transférées en Allemagne, tandis que les Vénérables et même de simples frères («F. »)². Dès leur entrée dans Paris, ils avaient fait apposer les scellés sur les portes du «Grand Orient» rue Cadet³, lieu qu'ils occuperont avant de le rétrocéder le 22 novembre 1940 aux officines antimaçonniques pétainistes que pilote Bernard Fay (S.S., SPAD...).

Le service antimaçonnique allemand qui va être en étroite relation avec celui du régime pétainiste, et que dirigeront le lieutenant Auguste Moritz, le capitaine Wentzel puis les lieutenants Stuber et Wiedmann, s'est installé dans l'ex ambassade du Canada et 29, avenue Hoche.

³ Les sièges de la «Grande Loge» (GLDF), rue de Puteaux, et du Droit Humain, rue Jules-Breton, sont aussi occupés et pillés par les services nazis dès leur entrée.

LE SERVICE DES SOCIÉTÉS SECRÈTES (S.S.S.)

Le Service des Sociétés Secrètes (SSS) a été créé en avril 1941 à Vichy sous l'autorité du cabinet civil du chef de l'Etat français, avant d'être rattaché le 22 juin 1942 au ministère de de l'Intérieur, puis de passer le 21 avril 1943 sous le contrôle du ministère de la Justice.

Installé à Vichy dans l'hôtel Mondial, et à Paris Rue Cadet, au siège spolié du Grand orient de France, le SSS, aux statuts modifiés à plusieurs reprises, mettra en place une équipe de police chargée de se saisir des documents et objets rituels maçonniques, un service des recherches qui, tant en zone nord qu'en zone sud, est chargé de retrouver les maçons non encore fichés, une «brigade d'enquêtes réservées», des sections seront chargées de constituer un fichier, de rassembler des archives sur la Franc-maçonnerie. Les départements du Nord-Pas-de-Calais, bien que rattachés au Gouvernement militaire allemand de Bruxelles, resteront sous la compétence du SSS.

Plus de 150 personnes travailleront rue Cadet pour le secrétariat, au dépouillement des archives, à la mise à jour des fichiers, au département de propagande et au département des «études et production».

Sont particulièrement étudiées les relations de la Franc-maçonnerie avec les associations (Ligue de l'enseignement, Ligue des Droits de l'homme, sociétés fraternelles, etc.), les services, notamment de l'Etat, l'armée, la police, la presse, les églises (catholique, protestantisme, judaïsme). Avec pour obsession permanente la détection de la pénétration de la Franc-maçonnerie dans toutes ses structures.

Sont aussi bien évidemment étudiés le fonctionnement interne des différentes obédiences et les relations inter-obédiences.

Par ailleurs, un service de l'enregistrement des domaines, chargé de la vente des biens des sociétés secrètes, la spoliation est une règle des services antimaçonniques, est contrôlé par Faÿ en Zone nord et Boudet en Zone sud.

Le 7 avril 1942 est mise en place une «Commission d'études judéo-maçonniques» (CEJM), sous l'égide de William Roussel de Gueydan et de Paul Riche, au budget fourni par moitié par la Bibliothèque Nationale (Bernard Faÿ) et par les Allemands. Installée rue Cadet, elle est indépendante du SSS. En 1944, la Commission établit un fichier des noms propres juifs.

Le département «Etudes et productions» organise des conférences, des expositions et films consacrés à la

Franc-maçonnerie et à la dénonciation de son influence ; le rôle de la presse et de la radio est particulièrement surveillé.

Le département «Etudes et production» va publier la revue «Documents maçonniques» éditée d'octobre 1941 à juin 1944 sous la direction de Bernard Fay par Jean Marquès-Rivière et Robert Vallery-Radot. Envoyée aux Ecoles, aux services publics et aux prisonniers de guerre, la revue aura un tirage initial de 50 000 exemplaires qui chutera à 15 000.

Bien que le discours officiel concernant les «Documents maçonniques» ambitionne qu'elle ait un caractère «scientifique», son contenu se révélera n'être le plus souvent que de la plus basse propagande : des dossiers dénoncent des personnalités républicaines maçonniques telles Camille Chauvignac, Marc Rucart, Marceau Pivert, Pierre Brossolette, Jean Zay, Arthur Grossier... la revue publie des listes de parlementaires francs-maçons, des fraternelles, des associations censées être manipulées par des Francs-maçons tels le Rotary-Club, les Quakers, la LICA... et même les Nudistes !

Le 9 septembre 1942 commença, dans les studios Nova-film à Courbevoie, le tournage d'un film réalisé par Jacques de Boistel grâce à une subvention allemande de 1, 2 millions de francs fournie par les Allemands : *Forces occultes*.



Le film antimaçonnique...

L'argument est simple : un jeune député honnête dénonçant les fautes de la droite et de la gauche va être circonvenu par des parlementaires maçons qui l'initient dans une loge où il est reçu «apprenti», avant que des maçons juifs lui demandent des interventions en leur faveur. Une prise de conscience que la «maçonnerie» et la «juiverie» conduisent à la guerre l'amène à vouloir se dégager de cet engrenage... et ses commanditaires à vouloir le faire assassiner par des voyous. C'est d'un lit d'hôpital qu'il prendra connaissance de la déclaration de guerre... Une histoire se voulant «édifiante».

ligues et parti néo-fascistes ou fascistes (PPF de Doriot, Francisme de Bucard). Depuis 1934, il avait noué des contacts avec les officines nazies antisémites. D'octobre 1941 à 1944, il publiera le *Bulletin d'information antimaçonnique*. En 1943, il avait été décoré de l'Ordre de

LE SERVICE SPECIAL DES ASSOCIATIONS DISSOUTES (S.P.A.D.)

C'est à la demande des autorités d'Occupation que ce service, aux compétences couvrant le département de la Seine, a été créé le 1^{er} avril 1941 par la Préfecture de police de Paris.

Dirigé par Georges Moerschell, inspecteur de Police, un prisonnier libéré chargé par la Préfecture d'enquêter sur différentes obédiences, le SPAD, installé 4 square Rapp au siège réquisitionné de la Société Théosophique, va utiliser les services d'une vingtaine d'inspecteurs issus à parité des Renseignements généraux et de la Police judiciaire¹, ainsi que de commis et d'un secrétariat féminin.

Ce service – étroitement lié aux services allemands – procède – sur instructions de la Préfecture de Police, du Parquet de la Seine, du S.S.S., et de la Gestapo – à des enquêtes sur les biens dissimulés des Juifs, des Francs-maçons, mais aussi sur le positionnement – à l'égard du Régime pétainiste ou des Allemands – de réfugiés, journalistes, hommes politiques, y compris même de la collaboration sur lesquels on ne dédaigne pas de faire pression...

Le double des dossiers constitués est transmis aux Allemands, ainsi que les listes des membres des loges maçonniques et l'identité de Juifs interpellés en défaut d'enregistrement, certains seront tout de suite arrêtés, incarcérés, avant de partir en déportation dont nombre ne revinrent pas.

LE CENTRE D'ACTION ET DE DOCUMENTATION (C.A.D.)

Créé en 1939 par Henri Coston², le C.A.D. va entrer véritablement en activité en mars 1941, quand il s'installe dans le siège de la Grande Loge de France 8 rue de Puteaux mis à sa disposition par les Allemands qui paient la vingtaine de personnes du personnel ; le C.A.D. bénéficie aussi d'une subvention mensuelle du S. S. S.

Le C.A.D. disposera d'un réseau d'informateurs dans les départements lui fournissant la matière du *Bulletin d'information antimaçonnique* hebdomadaire et des *Cahiers de la France Nouvelle*, publiés avec Robert-Julien Courtine³, ainsi que de rapports sur les Juifs, les Francs-maçons fournis au S.S.S., à la Gestapo, au PPF.

LE CAD publiera, éditera, diffusera une centaine de livres ou brochures antisémites et anti-maçonniques.

¹ la Francisque.

² Après la Guerre, Courtine, sous le pseudonyme de la Reynière, sera critique gastronomique du *Monde* jusqu'en 1993.

¹ Le chiffre de policiers augmentera à 31 en 1943.

² Né en 1910, jeune journaliste, il a fondé en 1928 la revue *La Contre-Révolution*, revue antisémite, anticommuniste, antimaçonnique ; en 1930, il crée «la Jeunesse anti-juive». Avant-guerre, il avait été membre de diverses

FRANCS-MAÇONS DANS LA RÉSISTANCE

Comme pour d'autres catégories de population, définies par leur statut professionnel, leur origine régionale, leur appartenance syndicale ou politique, religieuse, leur âge ou leur genre, etc., il faut distinguer la Résistance individuelle qui peut s'insérer dans toutes les structures de la Résistance, (mouvements, réseaux, maquis, etc.), et celle traduisant l'organisation collective de la Résistance dans une catégorie spécifique de population, vivant ou se réclamant de cette spécificité.

Ainsi, il y eut par exemple, des jeunes, des paysans, des femmes, des enseignants, etc. dans tous les mouvements et réseaux de Résistance. Et il y eut des mouvements de Résistance spécifiques de jeunes, de paysans, de femmes, de cheminots, d'enseignants, etc.

Il en alla de même pour les Francs-maçons, qui furent aux côtés de femmes et d'hommes émanant de toutes les couches de la société nombreuse dans toutes les structures de la Résistance.

Et il y eut aussi des structures maçonniques de Résistance, dont la plus importante fut *Patriam Recuperare*.

PATRIAM RECUPERARE

C'est à l'automne 1940 que, alors que la Franc-maçonnerie a été dissoute au cœur de l'été par le régime naissant de l'Etat Français pétainiste, se font jour de premières tentatives de reconstitution de structures franc-maçonniques.

Initié en 1932 comme «apprenti» dans la loge maçonnique «Les Travailleurs» de Levallois-Perret, ayant pour Vénérable Eugène Gauthier et dépendante du Grand Orient de France, avec pour parrain le colonel Gustave Eychène⁴, Albert Kirchmeyer, alors âgé de 42 ans, ayant fait carrière dans les milieux de l'édition et fondateur en 1937 de la société de contentieux SACAP, au siège installé 123 rue Saint-Antoine à Paris en 1938, par ailleurs domicile de Kirchmeyer, va, le 24 septembre 1940, organiser une réunion de Francs-maçons n'ayant pas approuvé la lettre du 7 août 1940 d'Arthur Groussier à Pétain lui annonçant la dissolution du Grand Orient de France.

Ainsi naît la Loge clandestine «**L'Atelier de la Bastille**», dont la première tenue a lieu au siège de la SACAP le 24 novembre 1940 et rassemble une douzaine de participants dont, outre Kirchmeyer, Gauthier et Eychène, Victor Bassot, l'éditeur Aristide Quillet, Etienne Garrigou, Georges Zabrowski...

C'est le premier embryon de ce qui deviendra le mouvement «*Patriam Recuperare*» qui, dans ses différentes structures, rassemblera de manière ponctuelle ou permanente 300 Résistants, pour l'essentiel dans des activités de renseignement, mais aussi de filière d'évasion et de propagande ; avec notamment à partir de 1943 l'édition d'un journal clandestin.

Le recrutement par le Groupe de «l'Atelier» du Professeur Lopicque,

member de l'Institut et de la loge «*La Clémentine Amitié*» et de Marc Rucart⁵ va conduire à plusieurs initiatives d'élargissement. Ainsi naît le «Grand conseil provisoire de la Maçonnerie française» qui, le 7 janvier 1941, devient le «**Comité d'Action Maçonnique**» (C.A.M.), placé sous la direction de Georges Zabrowski.

Outre Kirchmeyer, Eychène, Zabrowski, Bassot, Lopicque, plusieurs autres anciens responsables de loges (Bonnard, Soubret...) prospecteront la Province pour renouer des liens ; Henri-André Mathieu, un costumier des Théâtres nationaux et ancien Président du congrès des Loges parisiennes, faisant de même en Ile-de-France. Ainsi renaîtront durant la Guerre 211 loges dans une soixantaine de départements... Le C.A.M. prendra des



Albert Kirchmeyer

naliste, il est initié en 1916 à Orléans à la Franc-maçonnerie à la loge l'Indépendance 398 dépendant de la Grande Loge de France. Par la suite, il entrera en 1925 au Grand Orient de France, puis en 1929 au Droit Humain. Elu en 1928 député radical-socialiste des Vosges et réélu en 1932 et 1936. Ministre de la Justice



contacts avec l'Eglise, mais, du fait des différences de conception, notamment en matière de laïcité, ils seront sans lendemain immédiats.

Pour accueillir les «Profanes», les intégrer ou les fédérer à l'action de Résistance du C.A.M., le groupe Kirchmeyer, qu'assiste Ambroise Peloquin, va être à l'initiative de la mise en place du «**Cercle**», rassemblant environ 200 membres, des intellectuels, des représentants d'organisations politiques, de réseaux de Résistance tels pour la CGT, Charles Laurent et Louis Saillant (tous deux futurs membres du CNR), pour le Parti radical-Socialiste Marc Rucart, Maurice Ribière pour Libération-Nord ; sont aussi représentés la Ligue des Droits de l'homme, le Comité d'Action de l'enseignement ; l'ensemble «Cercle» et «C.A.M.» formant «**La Ligue**».

C'est en 1942 que lors d'une réunion, tenue au domicile de Kirchmeyer et présidée par le général médecin Peloquin, pour le Cercle, avec Eychène pour les radicaux, Biondi et Amédée Dunois, de la Grande Loge et du Comité d'Action de la SFIO, Charles Laurent et Louis Saillant pour la CGT, Ribière pour Libération-Nord et Quénoille pour L.E.F., est adoptée la motion qui acte la naissance de la Ligue, et déclare que le Comité National Français fonctionnant à Londres depuis juin 1940 est qualifié pour coordonner les efforts des patriotes ; elle sera transmise à Londres par Mahnès.

Liberté-Egalité-Fraternité (L.E.F.) va rassembler des Résistants du groupe **Liberté** de Levallois-Perret, tels Gustave Eychène et Henry Mathieu, des membres de la Loge «les Travailleurs», tels Etienne Garrigou et Albert Kirchmeyer, du groupe **Liberté** de Vil-

dans les cabinets Blum, puis ministre dans les cabinets Chautemps et Daladier jusqu'en mars 1940. Il représentera le Parti Radical-Socialiste le 27 mai 1943 à la Réunion constitutive du CNR, dont il restera membre jusqu'en novembre 1943, avant de gagner Alger comme membre de l'Assemblée consultative provisoire.

⁴ Gustave Eychène (1862-1952). Il fut à la Libération Doyen de l'Assemblée consultative provisoire (Paris). En 1946, il cosigna avec Albert Kirchmeyer un «Historique sommaire du groupe de Résistance Patriam Recuperare».

⁵ Marc Rucart : né en 1893, avocat de formation et jour-

leneuve-Saint-Georges avec Léon Boutbien ; et le **groupe de Noël Riou**, qui fusionnera avec celui de Villeneuve-Saint-Georges, après que des arrestations l'ont décimé.

Plusieurs Résistants participant aux structures de la Ligue vont être arrêtés par la Gestapo. Ainsi Pierre Borderie, ingénieur aux lignes souterraines du Central téléphonique Archives, membre de L.E.F. est arrêté par la Gestapo le 15 juillet 1942, le 28 février deux inspecteurs des Brigades spéciales qui renseignaient le réseau sont arrêtés, l'un de leurs contacts, sur qui on trouvera le numéro de téléphone de Manhès l'est aussi ; ce qui entrainera, son adresse ayant été découverte, la chute de Manhès le 3 mars 1943.

Et celle d'Albert Kirchmeyer qui, s'étant rendu chez Manhès, 82 rue de Rome, tombera dans la souricière installée par la Gestapo chez lui ; il en ira de même pour Maurice Ripoché et six autres Résistants...

Interrogé par le commissaire David, chef de la Brigade Spéciale n° 1, Kirchmeyer sera incarcéré à la prison du Cherche-midi jusqu'au 19 janvier 1944 puis déporté à Buchenwald puis Mauthausen. Il rentrera de déportation.

Suite à l'arrestation de Kirchmeyer, Gustave Eychène, qui avec Peloquin rencontre Jean Moulin, à qui il présente Marc Rucart, va prendre la tête du réseau.

C'est dans la perspective d'entrer au sein du CNR en constitution qu'en mai 1943 Eychène aurait suggéré de remplacer le nom de «Cercle» par celui de «*Patriam Recuperare*».

Dans un rapport envoyé au général de Gaulle le 7 mai 1943, Jean Moulin faisait remarquer que «le Cercle» n'est «nullement abattu par les récentes arrestations, et qu'il dispose d'une force réelle s'appuyant sur les éléments francs-maçons».

LE COQ ENCHAÎNÉ

Mobilisé en septembre 1939, Georges Dunois, un Lyonnais représentant en appareils chirurgicaux, alors âgé de 36 ans, est démobilisé le 17 juillet 1940.

Adhérent au Parti radical-socialiste, il a été initié en 1928 à la loge «Les Amis de la Vérité» du «Grand Orient de France». De retour à Lyon en juillet 1940, il retrouve un ami imprimeur et lui aussi Franc-maçon, Henri Chevalier qui, grâce aux possibilités que lui offre son métier, a imprimé des papillons à coller et des tracts hostiles à l'armistice et au régime pétainiste qui s'installe. D'autres francs-maçons des milieux de l'impression les rejoignent et, fin 1941, le groupe ainsi formé va être sollicité par le mouvement

Franc-tireur pour imprimer son journal. Une collaboration qui ne durera pas, des différences de positionnement les éloignant.

Et puis, en mars 1942, Dunois entreprend la publication d'un journal clandestin, «Le Coq enchaîné»⁶, qui va devenir, en étoffant sa rédaction et sa diffusion, un mouvement éponyme.

Parmi les premiers fondateurs du mouvement, qui atteindra 400 membres et qui déclinera un financement gaulliste, beaucoup de Francs-maçons mais aussi des «profanes», outre Georges Dunois, mentionnons Lucien Degoutte, Francisque Babey, Serge Boiron, Jean Fousseret, un médecin qui développera l'action «renseignement» du mouvement en liaison avec le réseau Brutus...

Georges Dunois sera arrêté le 21 septembre 1942, au lendemain d'une manifestation qu'il avait organisée à Lyon, Place Valmy. Condamné par le Tribunal d'Etat à trente mois de travaux forcés pour menées gaullistes, il sera transféré à la centrale d'Eysses le 18 octobre 1943, étape avant sa déportation à Dachau le 20 juin 1944. Jean Fousseret sera arrêté le 11 décembre 1943 et déporté à Buchenwald, dont il reviendra.

A TRAVERS LA FRANCE

Lorsque la Guerre éclata en 1939, Lyon comptait dix loges du Grand Orient de France, deux de la Grande Loge, et une du Droit humain. En 1941 s'y constitua un «Comité maçonnique de Résistance», qui prendra contact avec le Comité d'Action maçonnique de Paris, sans pour autant s'y intégrer.

Le Comité lyonnais, qui s'oriente vers la fusion des trois obédiences dont sont issus ses membres, participera notamment à la constitution du maquis de Lugrain. Des maçons lyonnais, on l'a vu précédemment, ont été partie prenante de l'activité du mouvement Franc-Tireur, dont le tirage du journal atteindra 30 000 exemplaires fin 1942.

Dans la région alpine voisine, Joseph Gaudin, ancien Vénérable de la loge «l'Avenir des Alpes», est à l'origine de la création du noyau de Résistance en Tarentaise qui finira par rassembler 1 500 Résistants ; il sera nommé sous-préfet à la Libération.

Non loin de là, à Grenoble et en Isère, les maçons qui ont rejoint les divers mouvements de Résistance, notamment «Franc-Tireur», «Libération» et «Combat», seront éprouvés par la répression : le Docteur Valois, maçon de la loge «l'Avenir 344», maire radical-socialiste de Tullins, conseiller général, chef départemental de la Résistance, arrêté après l'explosion du Parc d'artillerie de Grenoble, torturé, se suicidera le 27 novembre dans sa cellule en s'ouvrant une artère avec le verre de ses lunettes.



1^{er} n° du Coq enchaîné, de mars 1942.

En Région parisienne, dès le 25 août 1940, cinq maçons ont formé un «Comité des cinq» à Saint-Germain en Laye, ville où les Allemands vont installer l'état-major du front du Nord-Ouest. Maurice Vannier, membre du Comité des cinq, deviendra l'un des principaux dirigeants du mouvement «Ceux de la Libération (CDLL)».

A Paris, plusieurs des 200 membres que comptait en 1939 la loge «La Clémentine Amitié» sont entrés en Résistance. Pierre Favreau, «Dr Pierre», professeur au Lycée Louis-le-Grand, a organisé des conférences patriotiques dans les lycées parisiens, il s'est occupé de la fourniture de faux papiers à des prisonniers évadés. Ayant reconstitué le comité militaire du «Mouvement Résistance», reconnu par le CNR comme «Mouvement des Combattants de la Résistance».

En janvier 1944, il prendra la Direction, au nom du Comité, du «Groupe Sécurité parisienne» du Régiment des sapeurs-pompiers de Paris (887 des 6 200 pompiers). Et jouera un rôle important lors de la libération de Paris.

DANS LES CAMPS...

De nombreux Francs-maçons, tant Résistants au sein de structures «généralistes» de la Résistance que des organisations franc-maçonniques clandestines, ont été déportés. Au sein de deux des camps de concentration – celui d'Esterwegen, un des camps de l'Emsland, dépendant de celui de Neuengamme et celui d'Allach, le plus important des Kommandos de Dachau – des maçons d'origine belge et française créèrent des loges maçonniques.

C'est le 22 novembre 1943 que 7 maçons belges créèrent dans la baraque n° 6 (85 % de Belges, 10 % de Français du Nord-Pas-de-Calais) du camp d'Esterwegen la loge **Liberté Chérie**, avec pour Vénérable le juge Paul Hanson, qui décédera le 26 mars

⁶ Il exista aussi à Paris un autre journal clandestin homonyme publié par un groupe de Résistance, «Les Bataillons de la mort», démantelé en mai 1942.

LE DOSSIER : LES FRANCS-MAÇONS SOUS L'OCCUPATION

1944 à Essen, 4 autres des fondateurs ne rentreront pas de déportation.

Un manuscrit, conservé au Musée de la Franc-Maçonnerie⁷, connu comme le «*Livre d'architecture du camp d'Allach*», mentionne la création le 6 mai 1945, au lendemain de la libération du camp le 30 avril, d'une loge de langue française qui prend le nom de «*Frères captifs d'Allach*». Parmi ses fondateurs, Georges Dunois⁸, secrétaire, membre à Lyon de la loge «*Les Amis de la Vérité*» du Grand Orient de France et fondateur avec le futur maire de Lyon, Louis Pradel, du mouvement de Résistance, «*le Coq enchaîné*».

Des souvenirs personnels et des notes souvent parcellaires indiquent que des réunions maçonniques se sont tenues, des structures maçonniques souvent éphémères ont été créées dans divers camps. Ainsi le lieutenant-colonel Machet, un officier d'infanterie, regroupera des maçons français dans les camps de prisonniers de Nieburg, Colditz et Lübeck. Après sa mort, victime d'une attaque, les 28 maçons français et belges du camp organisent une tenue le 2 mai 1945, à la veille de la Libération du camp. La Loge sera ultérieurement homologuée par la Grande Loge de France sous le nom de «*Lieutenant-colonel Machet*».

À Buchenwald, la centaine de maçons français est représentée au sein du «*Comité de Défense des Intérêts Français*» par Armand Giraud, qui sera remplacé par Maurice Jaffetaux, Résistant du mouvement «*Combat*». Dirigé avec Frédéric Manhès le «*Comité de défense des Intérêts français*», Marcel Paul participera avec Jaffetaux et Giraud à l'établissement d'un projet de levée de l'interdiction faite en 1920 aux communistes d'adhérer à la Franc-maçonnerie («*22^e*» condition d'adhésion à l'I.C.).

... ET LA FRANCE LIBRE

À l'exception de l'Afrique équatoriale française (A.E.F.), de la Nouvelle-Calédonie, de Tahiti et des Etablissements Français de l'Inde, tôt ralliés à de Gaulle dès 1940, l'A.O.F., l'Algérie, les Protectorats du Maroc et de Tunisie, les territoires sous mandat de Syrie et du Liban, la Côte Française des Somalis, Madagascar, la Réunion, les Comores, les Antilles, la Guyane et l'Indochine française sont restés sous contrôle du Gouvernement pétainiste. La législation antimaçonnique va s'y appliquer avec rigueur.

Au Sénégal, les Temples maçonniques de Dakar et Saint-Louis sont fermés par les autorités coloniales confor-

mément à la Loi pétainiste du 13 août 1940, des listes de maçons sont publiées par la presse locale. En Côte d'Ivoire, les biens de la loge «*la Fraternité africaine*» d'Abidjan sont vendus aux enchères, la plupart de ses membres sont chassés de l'administration.

En Algérie, qui en 1940 comptait 34 loges de quatre obédiences (19 du Grand Orient, 11 de la Grande Loge, «*3 du Droit humain*», 1 de Memphis-Misraïm), les maçons vont être la cible du Service des Sociétés secrètes (SSS), dont l'action va cependant se trouver entravée par des conflits de compétence entre services répressifs.

Les Francs-Maçons algériens vont être actifs dans la Résistance en Algérie, tels le commandant Grossin, le commandant Giusti, le colonel de gendarmerie Tubert, révoqués pour appartenance maçonnique et qui sont en liaison avec le mouvement de Résistance métropolitain «*Combat*» ; les trois groupes de Résistance d'Henri d'Astier de la Vigerie, du Dr Aboulker et d'André Achary, commissaire de la Sécurité d'Algérie⁹, comprennent de nombreux maçons, des loges se sont maintenues dans la clandestinité, telles à Oran «*l'Union africaine et la Raison réunies*» ou à Philippeville «*Les Enfants de Mars*».

Dans les pays de protectorat, la situation est différenciée : au Maroc, où existent une trentaine de loges, la mise en œuvre de la politique antimaçonnique est mesurée, en Tunisie, elle est rigoureuse : responsable maçonnique, le Dr David Goldzeiguer sera arrêté le 16 février 1943, remis aux Allemands, transféré en France, il mourra au camp de Drancy.

Au lendemain de la Libération de l'Algérie en novembre 1942, la reprise peu à peu de l'activité maçonnique est entravée par le maintien officiel de la législation répressive et de la spoliation des biens des loges. Il faudra attendre un an, après la rencontre de Michel Duménil de Gramont, Grand maitre de la Grande Loge de France, qui a rejoint l'Assemblée Consultative à Alger comme représentant de Libération-Sud, avec le général de Gaulle pour que la situation se régularise : le 15 décembre 1943, à la Tribune de l'Assemblée Consultative Provisoire à Alger, le Général de Gaulle déclare : «*Nous n'avons jamais reconnu les lois d'exception de Vichy. En conséquence, la Franc-maçonnerie n'a jamais cessé d'exister en France*». L'ordonnance du CFLN abolissant la législation antimaçonnique et restituant les biens spoliés est signée le même jour.

Maurice des Etages, maçon de Martinique, – alors sous l'autorité de l'amiral Robert, haut-Commissaire de l'Etat français en Amérique (Martinique, Guadeloupe, Guyane) – sera condamné à la détention perpétuelle pour avoir favorisé de départ de jeunes vers îles anglaises voisines ; ce qui illustre la politique de l'Amiral Rober, qui a fait fermer en 1941 les deux loges Guadeloupéennes. Sa fuite à Porto-Rico en juillet 1943 et le ralliement des territoires la France Combattante permettra le renouveau de la vie des loges insulaires.

En Indochine, restée fidèle à l'Etat français et qui vit aussi une occupation japonaise de fait, la répression est sévère, les biens des loges sont vendus. Plusieurs maçons vont contribuer à la mise en place de réseaux gaullistes de Résistance, tel l'ingénieur Léopold Giraud qui fonde à Hanoi le «*Réseau Nord-Indochine*», d'une trentaine de membres, réseau de renseignement et d'évasion de pilotes alliés. Rallié à de Gaulle après l'appel du 18 juin, le Dr. Béchamp, nommé en mars 1941 son représentant officieux auprès du Gouvernement nationaliste chinois, sera arrêté dans le territoire à bail de Kouang Tchéou¹⁰, condamné à 15 ans Travaux forcés, il mourra en 1944.

Hors de l'espace colonial de souveraineté française, des Loges rassemblant des maçons français ont existé à travers le monde dans de grandes villes (Le Caire, Tel-Aviv, New-York, Genève...), la plus importante étant la loge «*Hiram*» de Londres. Elles apporteront leur concours aux Comités de la France Libre.

PLUSIEURS MILLIERS...

Combien y eut-il de Francs-maçons directement engagés dans la Résistance ? Les conditions de la clandestinité rendent la réponse à cette question presque aussi difficile qu'à celle s'interrogeant sur le nombre total de Résistants.

Leur chiffre est estimé à 2 ou 3 000. 520 membres de la Grande Loge de France seront déportés, 180 fusillés ou morts en déportation, 219 maçons du Grand Orient de France seront déportés, 117 fusillés ou morts en déportation, 59 affiliés au «*Droit humain*» seront déportés, 31 fusillés ou morts en déportation.

Au total, plus de 8 000 francs-maçons auront été inquiétés, emprisonnés un temps, un millier déportés, environ 600 fusillés, tués au combat ou morts en déportation.

⁷ Au siège du Grand Orient de France, 16 rue Cadet, 75009-Paris.

⁸ Décédé en 1972.

⁹ André Achary, de la Loge «*le Delta 225*» (dépendante de la Grande Loge de France) sera très controversé, il aura une attitude très répressive à l'égard des commu-

nistes algériens, voire de gaullistes arrêtés, arguant de la nécessité de donner le change pour couvrir ses activités clandestines. Ayant joué un rôle important lors du débarquement allié le 8 novembre en Afrique du nord, médaillé de la Résistance, il sera mis en cause pour la féroce répression du soulèvement nationaliste de Sétif

du 8 mai 1945, il évoluera vers des positions très «*Algérie française* » et décédera en novembre 1963 à Madrid.

¹⁰ Kouang-Tchéou Wan : territoire de 1 300 km² situé au sud de la Chine continentale, cédé par bail à la France en 1898 et rétrogradé à la Chine en 1945. Rattaché administrativement à l'Indochine Française.

LA TUNISIE REJOINT LA FRANCE COMBATTANTE

Lorsqu'a lieu le débarquement allié en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, il ne concerne que le Maroc et l'Algérie.

La Tunisie, voisine orientale de l'Algérie, dont la position, en cas d'inclusion dans le débarquement, aurait distendu les lignes de communications des troupes alliées, et qui est située à 140 km des côtes italiennes, va devoir attendre six mois de plus avant que l'administration pétainiste se soit effondrée et que les troupes germano-italiennes qui vont occuper un temps le pays aient capitulé.

A la différence de l'Algérie à la fois colonie et siège de 3 départements français, la Tunisie, à l'instar du Maroc, a le statut d'Etat protégé, le protectorat français ayant été instauré par traité depuis le 12 mai 1881. Le pays, gardant son drapeau, un gouvernement et une administration autochtones, a à sa tête un souverain, le Bey de Tunis, en 1942, Muhammad VII al-Munsif (Moncef Bey), qui a succédé le 19 juin à son cousin Ahmed Bey décédé.

Depuis l'Antiquité, la région, alors peuplée principalement de Berbères (Numides), a eu par la Méditerranée des relations étroites avec le Levant, qui essaima des comptoirs phéniciens sur le pourtour méditerranéen, dont le plus célèbre, créé en 814 av. J.C., fut celui de Carthage, qui menaça la puissance de Rome avant de succomber face à sa rivale en 146 av.-J.C., et d'être détruit en 146 av. J.-C.

L'actuel territoire tunisien va être intégré à la province romaine d'Afrique ayant pour capitale Utique (située à une trentaine de km de l'antique site de Carthage), province séparée à l'ouest – avant qu'il ne soit conquis par les Romains en 46 av. J.C. – du royaume berbère de Numidie ; les deux territoires étant bientôt réunis dans la province romaine d'Afrique Proconsulaire, qui s'étendra aussi le long de la partie occidentale de la côte libyenne ; riche province, productrice d'huile d'olive, de blé...

La domination romaine va durer jusqu'au début du VII^e siècle de notre ère, avec entre 429 et 533 la parenthèse du Royaume Vandale établi par un peuple germanique christianisé ayant, après avoir traversé la Gaule et l'Espagne, franchi le détroit de Gibraltar.

En 395, le vaste empire romain, couvrant tout le bassin méditerranéen, avait été définitivement divisé en Empire Romain d'Orient (capitale Constantinople/Byzance) et Empire Romain d'Occident (Capitale Rome), incluant la Tunisie jusqu'à sa conquête par les Vandales.

A la chute du Royaume vandale, alors que l'Empire romain d'Occident a succombé devant les invasions germaniques, c'est, sous la direction de l'empereur Justinien, l'Empire romain d'Orient qui prend en 534 le contrôle de la Tunisie. Carthage devient le siège du diocèse d'Afrique de l'église, le christianisme, qui s'y est développé depuis la fin du II^e siècle, étant alors dominant au Maghreb, où sont aussi présentes des communautés juives.

LA CONQUÊTE ARABE

Après la mort de Mahomet en 632, ses disciples vont entreprendre de diffuser sa foi par des expéditions militaires, en premier lieu

en Arabie puis dans tout le Proche-Orient ; la Mésopotamie est conquise en 638, la Syrie en 641, l'Égypte en 642...

Une première expédition musulmane vers Carthage a lieu en octobre 647, une seconde invasion prit place entre 665 et 689, la ville de Kairouan étant fondée vers 670, une troisième suivit entre 692 et 709, se heurtant notamment à la reine berbère Kahina. Parallèlement, les conquérants arabes musulmans vont prendre le contrôle de l'Algérie puis du Maroc, et passer en 711 en Espagne

Pendant près de dix siècles, avec entre 1135 et 1160 la parenthèse de la domination du royaume normand de Sicile¹ sur Djerba, Sousse, Sfax, Mahdia), la Tunisie va rester sous le contrôle des dynasties arabes et berbères (Fatimides, Almohades, Mérinides, Hafsiens...), ses côtes, comme celles de l'Algérie voisine, étant l'objet de raids militaires espagnols, français. En juillet 1270, accompagné de 6 000 hommes, le roi de France Louis IX (Saint-Louis), en route pour une croisade en Terre Sainte, prendra Carthage, près de Tunis.

Les ports d'Afrique du Nord, de Ceuta au nord du Maroc à Tripoli, l'actuelle capitale libyenne, en passant par Bizerte, Tunis, la Goulette, sur des côtes dépendant des différents Etats qui se succèdent dans la région, vont abriter des corsaires se livrant à la piraterie notamment à l'encontre des vaisseaux marchands européens (espagnols, français, génois, vénitiens...). Une piraterie qu'illustreront au XVI^e siècle les frères Barberousse sur fond de rivalité entre l'Espagne et la Turquie ottomane pour le contrôle de Tunis.

Entre 1535 et 1574, l'Espagne exerce une courte période de domination sur Tunis durant laquelle avec son concours est restauré le roi de la dynastie Hafside, d'origine berbère, au pouvoir depuis 1236.

LA DOMINATION OTTOMANE

En 1574, la Tunisie devient une province de l'Empire ottoman, ses gouverneurs turcs – les «deys» – contrôlant avec le concours de 4 000 janissaires surtout Tunis et les ports côtiers, l'intérieur restant de fait autonome, sa conquête ne s'achevant qu'à la fin du XVIII^e siècle.

En 1590, les janissaires placent à la tête de l'Etat un dey, assisté d'un «bey» chargé du contrôle du territoire, un «pacha» étant le représentant honorifique du sultan ottoman. En 1612, Mourad bey fondera une première dynastie beylicale, son successeur Hussein 1^{er} en 1705 celle des Husseinides².

Au 18^e siècle et jusqu'aux premières années du 19^e, la «course», c'est-à-dire la piraterie, est l'une des principales ressources du pays. Des corsaires partant de Bizerte, la Goulette, Sfax ou Djerba capturent des vaisseaux européens notamment espagnols, corses, napolitains, vénitiens, autrichiens dont les équipages et passagers sont réduits en esclavage ou libérés contre rançon. Cette

¹ Créé par la conquête entre 1060 et 1091 par le seigneur normand Robert Guiscard de la Sicile, alors sous domination musulmane, il s'étendit sur le sud de l'Italie jusqu'à Naples ainsi que sur la Tunisie actuelle. Le règne des Normands s'achevera en 1194.

² Elle restera en place jusqu'à l'indépendance totale du Pays au 20^e siècle.



activité prédatrice va entraîner une réaction des puissances qui en sont victimes : sous leur pression, la «course» est interdite en 1818 ; une interdiction qui ne deviendra totalement effective qu'en 1836 après une intervention française.

Régnant de 1837 à 1855, Ahmed 1^{er} Bey accentue la quasi-indépendance de la Tunisie par rapport à l'Empire ottoman et entame la modernisation du pays qui se poursuivra après lui : abolition de l'esclavage, adoption d'une constitution en 1861, d'une monnaie, création d'une armée, construction de lignes télégraphiques dont la France obtient le monopole, ouverture du pays à l'immigration italienne, française, britannique représentée par des consuls... Ceci dans un contexte de crise financière, conséquence notamment de la fin de la «course» ainsi que du pillage des ressources publiques par de grands féodaux de l'entourage du Bey, et d'intérêt grandissant des puissances étrangères – en premier lieu France et Italie mais aussi Grande-Bretagne – pour le pays situé stratégiquement à la charnière des bassins occidental et oriental de la Méditerranée.

En 1869, le Gouvernement tunisien déclare la banqueroute et doit accepter la création d'une commission financière internationale anglo-franco-italienne, étape dans la mise en tutelle du pays parallèlement à l'assainissement de ses finances et à la réorganisation de son administration.

Au Congrès de Berlin qui rassemble en juin-juillet 1878 les puissances européennes et l'Empire ottoman d'abord pour résoudre la crise balkanique, l'Allemagne et l'Angleterre vont autoriser la France – qui cherche à sécuriser sa présence en Algérie voisine – à prendre le contrôle de la Tunisie, au grand dam de l'Italie voyant dans le pays – où ses nationaux sont alors la plus forte minorité – une terre de colonisation.

LE PROTECTORAT FRANÇAIS

Ce sont des incidents opposant des tribus tunisiennes (*Kroumirs*) accusées d'être des pillards, à des tribus frontalières algériennes

qui vont en avril 1881 fournir le prétexte à l'entrée en Tunisie des troupes françaises fortes de 24 000 hommes, lesquelles vont surclasser la petite armée beylicale.

Le 12 mai, le Bey Sadok doit signer avec le général Bréart et le consul de France Théodore Roustan le «Traité du Bardo» qui instaure le protectorat de la France sur la Tunisie, qui conserve officiellement son monarque, son gouvernement et son administration.

Signées le 8 juin 1883, après des révoltes l'an précédent à Sfax, Gabès, Kairouan, au Kef, étouffées avec difficulté par l'armée française et qui feront plusieurs milliers de victimes tunisiennes, les «Conventions de la Marsa» vont donner à la France le droit d'intervenir dans la politique de défense de la Tunisie³, dans sa politique étrangère et d'assurer sa représentation sur la scène internationale ; et même dans ses affaires internes, son administration étant contrôlée par des hauts fonctionnaires français, le Gouvernement beylical l'étant par le Résident général de France.

Si l'apparence de la permanence de l'Etat tunisien est maintenue, en tenant compte d'aspirations nationales qui commencent à se faire jour mais aussi des rivalités internationales (l'Empire ottoman considère que la Tunisie lui reste vassale, et l'Italie n'a pas renoncé à toute ambition à l'égard du pays...), la réalité qui s'impose est celle du système colonial.

Dès les débuts de la prise de contrôle du pays par la France, constatant que les étrangers sont très majoritairement italiens, une politique de vente de terres à des colons français, à qui sont consentis des tarifs préférentiels notamment dès le départ de France, est mise en œuvre grâce à une loi financière qui facilite la vente des terres des propriétaires tunisiens – ainsi que celle des terres domaniales – aux colons français ; qui ont aussi la possibilité de louer des terres à l'administration des biens religieux. En vingt ans, près d'un million d'hectares sont concernés. En 1914, 920 000 sur une surface totale de 9 000 000 d'hectares sont aux mains des Européens (dont 85 % de Français), les oliveraies, le vignoble sont développés.

Parallèlement, de nombreux travaux d'équipement et de modernisation sont entrepris : équipement des côtes en 53 phares, construction des ports modernes de Tunis, Sousse et Sfax, de voies ferrées entre Bizerte – où une base militaire est creusée – et Gabès, entre Gafsa et Sfax, notamment pour exporter le phosphate, développement du réseau routier (550 km en 1890, 4 100 km en 1914), de l'adduction d'eau... La piastre tunisienne est remplacée en 1891 par le franc tunisien, le calendrier grégorien remplace le calendrier musulman, un état-civil est institué.

Ce développement et cette modernisation entraînent l'essor des couches moyennes autochtones qui restent écartées du pouvoir politique, monopolisé par les autorités coloniales, et au sein desquelles grandit un courant moderniste porté notamment par de jeunes intellectuels formés en France et influencé par le mouvement des «Jeunes Turcs» de l'Empire ottoman.

Puisant son origine dans les cercles culturels de la fin du XIX^e siècle se structure en 1907 le mouvement des «Jeunes Tunisiens» dont le mot d'ordre est «progrès, développement de l'existence, droit politique» et qui se prononce pour la sauvegarde de l'héritage arabo-musulman, la réhabilitation de l'identité tunisienne, l'égalité des salaires, la réforme de la justice... Naissent aussi en 1907 l'hebdomadaire *le Tunisien*, deux ans plus tard son édition arabe.

Des incidents éclateront en novembre 1911 et en février 1912, notamment entre Tunisiens et immigrés italiens qui feront à Tunis 11 morts. La répression se traduira par plusieurs dizaines de condamnations dont 7 à mort, l'exil en France de quatre dirigeants des Jeunes Tunisiens, l'internement de trois autres dans le sud tunisien, d'un autre dans la prison du Bardo.

Malgré des tensions sous-jacentes, le Protectorat français de Tunisie restera calme jusqu'à la Première Guerre mondiale. Officiellement, la Régence de Tunis n'est pas impliquée dans la Guerre, qui ne touchera que marginalement le sud tunisien, quand des tribus tripolitaines, encadrées par des officiers turcs, auront fait refluer en deçà de la frontière brièvement des troupes italiennes.

Les soldats tunisiens étant sous commandement français par le traité de Protectorat, 26 000 vont être envoyés en France dès 1914, conjointement à 9 000 Français de Tunisie mobilisés.

Au total, 62 461 Tunisiens auront été envoyés entre 1914 et 1918 sur le Front en France, 10 723 d'entre eux y auront été tués, 10 000 autres seront réformés suite à des blessures.

LE MOUVEMENT NATIONAL

Les sacrifices des soldats tunisiens pendant la Grande Guerre et l'affirmation des principes du Président américain Woodrow Wilson quant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes vont conduire un groupe de Jeunes Tunisiens rassemblés autour d'Abdelaziz Thâalbi, un des dirigeants des «Jeunes Tunisiens», à rédiger un mémoire diffusé le 23 décembre 1919 à 2 000 exemplaires, «*La Tunisie martyre*», envoyé au Gouvernement français, aux parlementaires, aux organes de presse français et étrangers. Parmi les 9 revendications qu'il contient, celle d'une Assemblée délibérative élue au suffrage universel. Des délégations sont envoyées auprès du Président du Conseil Georges Leygues et son successeur Aristide Briand.

En 1919, les «Jeunes Tunisiens» prennent le nom de «Parti Tunisien» et le 6 juin 1920 celui de «Destour» («Libéral Constitutionnel»), qui rencontre le Bey Naceur le 18 juin, lequel manifeste son adhésion aux revendications du Destour mais est contré par le Résident général.

Le pays va connaître dans la décennie des années 1920 une situation sociale marquée par de nombreuses grèves (des dockers, des tramots, des étudiants...) et que la crise de 1929 va encore dégrader, avec notamment une augmentation du chômage. Suite aux troubles qui se multiplient ; la Résidence générale va choisir la fermeté et la répression. D'autant plus qu'au sein du Destour apparaissent de jeunes leaders plus «radicaux», tel Habib Bourguiba, qui vont bientôt fonder le «Néo-Destour». Le 31 mai

1933, le Résident général de France, François Manceron, suspend la presse nationaliste (*l'Action Tunisienne*, la *Voix du Tunisien*...) et dissout le Destour.

L'avènement du Front populaire en France va avoir en Tunisie d'importantes mais éphémères répercussions. Se constitue un «Rassemblement populaire de Tunisie», le 17 mai 1936 l'organe de la Fédération socialiste reparait, en juin le Parti communiste se réorganise sur des bases légales et reprend la publication de son hebdomadaire *l'Avenir Social*, comme en France les deux branches de la CGT se réunifient. Le Néo-Destour accorde au Gouvernement «un préjugé favorable» sans pour autant – pas plus que le Vieux-Destour – intégrer le Rassemblement populaire ni même être présent au grand meeting unitaire qui rassemble 15 000 personnes à Tunis. Le 14 août un meeting de soutien à l'Espagne républicaine est organisé. Le Néo-Destour pourra bientôt tenir un meeting public.

Cependant, dès 1937, ces avancées sont remise en cause, les organes de presse des colons, la *Tunisie française*, le *Colon français*, dénoncent les menaces contre le Protectorat.

De graves incidents en 1938 à Bizerte et Tunis vont fournir le prétexte à la remise en cause des avancées politiques et sociales et à la répression. Suite à des manifestations nationalistes à Tunis le 9 avril, qui font 1 mort chez les policiers, 22 chez les manifestants et plus de 150 blessés, le Néo-Destour est dissout, ses dirigeants, Habib Bourguiba et Slimane Ben Slimane, et 3 000 militants sont arrêtés. Le 10 juin 1939, Bourguiba et 18 autres arrêtés sont inculpés d'incitation à la guerre civile : le procès ne s'ouvrira pas, 4 mois plus tard le France est en Guerre... En mai 1940, Bourguiba sera transféré en France.

Autre composante du mouvement démocratique tunisien, le Parti communiste tunisien va connaître lui aussi la répression.

Au début des années 1920, comme en Algérie voisine, avait été formée à partir de la Fédération socialiste, lors d'un congrès tenu à la Goulette le 18 décembre 1921 une Fédération tunisienne du Parti communiste français, recrutant alors principalement parmi les Européens et qui entame la publication de *l'Avenir social*. En 1922, pour avoir entamé la publication d'une presse en arabe, l'un des fondateurs du communisme tunisien, Robert Louzon, est expulsé en France.

L'appui des communistes tunisiens à la campagne du Parti communiste français en 1925 contre la Guerre menée depuis 1921 par l'armée française au nord du Maroc contre Abdelkrim et les nationalistes rifains va entraîner une répression à leur encontre. En 1928 les différents groupes communistes tunisiens ne rassemblent plus que quelques centaines d'adhérents.

Dirigeant communiste depuis le début des années trente, Ali Jerad va devenir le secrétaire général du Parti communiste de Tunisie, désormais indépendant du Parti communiste français depuis 1934.

Le P.C.T. va tenir un congrès les 20 et 21 mai 1939 dans la banlieue de Tunis, à l'Ariana, 70 délégués représentant les sections de Tunis, Ferryville, Sousse et Sfax Ali Jerad y est réélu Secrétaire général, avec à ses côtés au secrétariat, Georges Scernama et Victor Aubert.

³ En 1881, suite à la signature du Traité du Bardo, les ministres tunisiens de la Guerre et de la Marine avaient été supprimés ; leurs prérogatives étant transférées au Commandant des troupes françaises occupant la Tunisie.

EN AFRIQUE DU NORD...

Le comte Ciano, gendre de Mussolini, ayant proclamé : «*Nizza, Savoia, Corsica, Tunisia per noi*», le congrès se prononce pour l'union avec la démocratie française, pour l'amnistie des condamnés politiques emprisonnés, l'institution de municipalités élues, la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel, l'accès plus large de la jeunesse à l'instruction...

Ce programme ne sera pas mis en œuvre ni même très popularisé car, 4 mois plus tard, suite à la conclusion le 23 août 1939 du Pacte germano-soviétique et à son approbation par le Parti communiste français qui conduisit à sa dissolution par un décret-loi du 26 septembre 1939, en Tunisie un décret beylical en date du 6 octobre prononçait la dissolution du Parti communiste de Tunisie, l'interdiction de sa presse... ; l'infraction au décret étant puni de 1 à 5 ans d'emprisonnement.

Le PCT va entreprendre de reconstituer dans la clandestinité une structure, un ou deux numéros illégaux de l'*Avenir social* et quelques tracts sont publiés ; ce qui va entraîner dès février 1940 des arrestations ou mises en résidence surveillée de cadres et militants tels Ali Djerad, Hassan Saadaoui, Georges Adda, désorganisant le P.C.T.

LA TUNISIE «PÉTAINISTE»

Le 26 juillet 1940, l'amiral Jean-François Esteva, rallié comme Darlan au régime pétainiste qui s'instaure en France après le vote du 10 juillet à Vichy, devient résident général de France en Tunisie, succédant à Marcel Peyrouton entré au Gouvernement dit de Vichy. Il va mettre en place les institutions pétainistes et développer la répression contre les gaullistes, les nationalistes du Néo-Destour et les communistes.

Dès le mois de septembre 1940, la Légion des combattants regroupe 4 000 membres, le mouvement des «Compagnons de France» est implanté en Tunisie avec pour chef H. Dupeyron. Des «Chantiers de Jeunesse» sont comme en France ouverts tel le Groupement 106 à Sbeitla, qui intégrera aux côtés de Français 800 jeunes Tunisiens ou le Groupement 108 implanté à Bir-el-Bey au fond du Golfe de Tunis (il sera impliqué dans la collaboration jusqu'en avril 1943). Dès novembre 1940, les 70 000 Juifs tunisiens se voient appliquer la législation antisémite pétainiste.

En novembre 1942, après que les Anglo-américains ont déclenché le 8 novembre l'opération Torch de débarquement au Maroc et en Algérie, Esteva condamne le 9 novembre l'arrivée la veille sur le terrain d'El Aouina des appareils de la Luftwaffe envoyés par Kesselring. Mais, sous la pression de Laval et par fidélité à Pétain, Esteva change de position et met à disposition des pilotes allemands plusieurs bases françaises sur le territoire tunisien ainsi que des stocks de carburant.

Dans la foulée, il neutralise l'amiral Derrien, commandant de la base de Bizerte, qui tombe intacte aux mains des Germano-italiens, avec lesquels il entame une collaboration de 6 mois. 70 000 Germano-italiens sont aussi débarqués depuis la Sardaigne et la Sicile.

Nommé le 7 février 1942 commandant supérieur des troupes de Tunisie en remplacement de de Lattre de Tassigny rappelé en

France, le Général Georges Barré va faire un autre choix, se ralliant avec ses troupes aux Alliés et gagne la frontière algéro-tunisienne s'opposant aux côtés des Anglo-américains aux premières offensives allemandes vers l'Ouest.

«L'OCCUPATION ALLEMANDE»

Le Résident Général de France, l'amiral Esteva, ayant manifesté sa loyauté à l'égard du régime pétainiste, il garda officiellement en coopération avec le Bey Moncef la direction de l'administration tunisienne et la gestion des affaires courantes de la vie du pays. En étant toutefois sous haute surveillance des forces d'occupation, qui installeront une Kommandantur dans une villa de l'avenue de Paris, tandis que leur commandant le général Nehring, occupe avec son état-major plusieurs villas du Belvédère Supérieur. La liaison entre le Résident Général et le général Nehring sera assurée par le diplomate allemand Rudolf Rahn.

Le 5 décembre 1942, arrivant de France occupée par un avion allemand, se disant missionné par le régime pétainiste qui a dès le 20 novembre par un discours radiodiffusé de Laval manifesté sa volonté de créer une «Phalange africaine» destinée à défendre la Tunisie face aux alliés, Georges Guilbaud, cadre du Parti Populaire Français (PPF) de Doriot, prend dès le 8 décembre le contrôle de la radio et possession des équipements et locaux de la *Dépêche tunisienne* pour faire paraître, à la place des journaux interdits, *Tunis-journal*, l'organe des collaborateurs français de Tunisie parallèlement à la publication de la *Tuniser-Zeitung*, par les forces d'occupation allemande.

Guilbaud met en place un «Comité d'Unité et d'Action Révolutionnaire» (C.U.A.R.), qui rassemblera essentiellement un millier de militants du P.P.F., ce parti ayant une certaine audience dans la communauté française de Tunisie. En font partie Jean Serdane, chef local du PPF, Jean Saint-Martin, chef de la Légion des Combattants, Pierre Lacomme, chef du S.O.L.

Guilbaud obtiendra le concours de la police politique de la Résidence que commandent les commissaires Marty et Firpi, les personnes arrêtées sur sa demande étant internées dans les Prisons civile et militaire, dans des camps d'internement ou dans les locaux de la rue Hoche à Tunis où Firpi a installé des chambres de torture.

La répression frappera les communistes, les gaullistes mais aussi des fonctionnaires, des militaires, des journalistes qui refusent de se soumettre aux desiderata des occupants allemands⁴, qui vont développer une politique visant à conforter le pouvoir beylical face à la Résidence française, à flatter le sentiment nationaliste de la population – notamment en faisant libérer Bourguiba qui refusera cependant de se rallier à eux – et à mettre en œuvre leur propre politique ; notamment à l'encontre de la communauté juive, lourdement taxée, astreinte au travail forcé pour l'armée allemande, et menacée de déportation.

Seule unité de la «Légion impériale» récla-

⁴ A la fin de l'occupation germano-italienne, Albert Beugras, chef du service de renseignement du PPF, met en place en Tunisie le «Réseau Atlas», chargé de fournir à l'Axe des renseignements sur les forces alliées d'Afrique du Nord. La plupart de ses membres se rendront aux nouvelles autorités ou seront capturés, quelques-uns fusillés...

mée par les Allemands et dont le principe a été accepté par Laval le 22 novembre 1942, la «Phalange africaine», commandée par les lieutenants-colonels Christian du Jonchay et Pierre Christofini, regroupera entre 3 et 400 hommes, elle sera intégrée sous le nom de *Frankonia* à la 754^e division de panzers grenadiers. Le 18 mars, les phalangistes prêteront serment à Hitler, et le 10 avril monteront en ligne. Le premier affrontement avec les troupes britanniques se déroulera dans la nuit du 16 au 17 avril ; la bataille se terminera une semaine plus tard par une centaine de morts chez les phalangistes, qui disparaîtront en tant qu'unité distincte.

Les Germano-italiens, qui commandent les généraux Von Arnim et Messe, «renforcés» par les débris de l'Afrika Korps repoussés de Libye par l'Armée britannique de Montgomery, la 1^{re} DFL de de Larminat et la «Force L» de Leclerc, que la ligne de défense allemande «Mareth n'arrêtera pas au sud, vont aussi avoir à faire face à l'ouest et au nord à l'offensive alliée depuis l'Algérie. De plus, le moral des troupes italiennes est affecté par la propagande antifasciste, tel «// Soldato italiano» publié et diffusé en commun par les Partis communistes italien et tunisien clandestins.

LIBERATION DE LA TUNISIE

L'offensive menée par Rommel au centre nord du pays, à Kasserine et Médenine du 19 février au 26 mars, ayant été repoussée, la défaite des forces de l'Axe devient inévitable.

Gabès sera libérée le 18 mars, Sousse le 1^{er} avril, le 7 mai, l'armée britannique entrera à Tunis, l'infanterie américaine à Bizerte. Six jours plus tard, le 13 mai, 168 000 Germano-italiens, avec les généraux Von Arnim, successeur de Rommel, et Messe, encerclés au Cap Bon, capitulent.

Entre le 25 novembre 1942 et le 7 mai 1943, Tunis aura subi 25 bombardements de jour et de nuit entraînant la mort de 756 habitants et plus d'un millier de blessés. 10 000 Français (sur 72 000 engagés, dont 50 000 Maghrébins) auront été tués, blessés ou disparus dans les rangs des forces alliées.

L'amiral Esteva a été exfiltré le 7 mai par les Allemands vers la France. Après un intérim du général Juin, Charles Mast l'a remplacé le 10 mai comme résident général.

Le Bey Moncef, à qui est reproché une proximité avec l'occupant allemand, est remplacé sous la pression du général Juin le 15 mai par son cousin, Muhammad al-Amin. (Lamine Bey).



Timbre tunisien de 1944 : de gauche à droite, un soldat anglais, un soldat français et un soldat américain

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Arsène TCHAKARIAN (Val-de-Marne)

Décédé à 101 ans le 4 août 2018, Arsène Tchakarian était né le 21 décembre 1916 dans une famille arménienne à Sapanca, dans ce qui est alors l'Empire ottoman. Une famille qui dut fuir le génocide de la population arménienne dans ce pays et se réfugier en Bulgarie. Obtenant en 1928 un passeport Nansen délivré aux apatrides, la famille arriva en France à Marseille en 1930 ; Arsène a alors 14 ans. Son père deviendra mineur à Decazeville et Arsène rejoint Paris où il devient tailleur, travaillant dans un atelier du 5^e arrondissement. Lors du Front populaire, il adhère à la CGT en 1936 puis au PCF, participant aux activités des communistes arméniens en France. C'est ainsi qu'il rencontre Missak Manouchian, membre de la sous-section arménienne du Parti communiste français et du Comité central du «HOK» (Comité d'aide à l'Arménie, fondé à Erevan en 1921) qui apporte une aide à l'Arménie soviétique frappée par une famine. S'investissant dans l'aide à l'Espagne, il collecte des chaussures chez les bottiers arméniens de Valence afin de les envoyer aux républicains espagnols. Appelé à l'Armée en septembre 1937, Arsène Tchakarian est incorporé dans le 109^e régiment d'artillerie lourde hippomobile à Châteaudun en Eure-et-Loir puis au 182^e régiment d'artillerie lourde tractée de 155 à Vincennes en mars 1938. Il est toujours sous les drapeaux lorsque la guerre est déclarée en septembre 1939. Son régiment, envoyé dans l'Est de la France, devra reculer jusqu'à Nîmes, où il sera démobilisé le 5 août 1940 après l'Armistice de juin. Recruté par Manouchian, devenu responsable politique des Arméniens de la M.O.I. pour la zone occupée, Arsène - «Charles» - sera parmi ceux à qui il fera appel pour intégrer les FTP-MOI lorsqu'il reçut l'ordre de passer à la lutte armée en décembre 1942. C'est en compagnie de Tchakarian et de Marcel Rayman que Manouchian effectua sa première action armée qui visa le 17 mai 1943 un détachement de Feldgendarmes à Levallois le 17 mars 1943. Au cours des mois suivants, et jusqu'à l'arrestation de Manouchian en novembre 1943, Tchakarian prit part à six actions. Il réussit à échapper au coup de filet qui décima les FTP-MOI parisiens en raison d'un rendez-vous manqué avec Olga Bancic et se cacha chez des «légaux» arméniens avant de gagner Bordeaux pour aider à la préparation du bombardement du camp d'aviation, puis de revenir en juin à Paris. Début août 1944, il rejoint le maquis de Lorris et participe au combat au sud de la Loire puis à la Libération de Paris. Commandant une vingtaine de Résistants, il sera nommé lieutenant. Après-guerre, il sera l'un des animateurs des Associations de mémoire de la communauté arménienne : «Jeunesse arménienne de France» (JAF), «Union culturelle française des Arméniens de France» (UCFAF), «Mouvement des Arméniens de France pour le Progrès» (MAFP) qu'il présida, de «l'Association Nationale des An-

ciens Combattants et Résistants Arméniens» (ANACRA) dont il était Président d'honneur. Consultant auprès de la Commission du Mont-Valérien et chargé de recherches auprès du ministère de la Défense, il fut durant de longues années avec Henri Kararyan au premier rang de la cérémonie annuelle organisée par l'ANACR en février en hommage aux héros de l'Affiche rouge, il intervint régulièrement dans les collèges et lycées Et il livra dans plusieurs ouvrages son témoignage sur la Résistance : outre *Les Francs-Tireurs de l'Affiche rouge*, Arsène Tchakarian est également l'auteur des *Fusillés du Mont-Valérien* (Comité national du souvenir des fusillés du Mont-Valérien, 1991) et des *Commandos de l'Affiche Rouge* (Éditions du Rocher, 2012). Chevalier de la Légion d'honneur depuis avril 2005, officier en février 2012, commandeur le 14 avril 2017, il était aussi titulaire de la Croix du combattant volontaire de la guerre de 1939-1945, chevalier de l'ordre des Palmes académiques depuis 2012. Il était le dernier survivant du groupe Manouchian-Bocsov.

Robert ENDEWELT (Paris)

Né à Paris en 1923, Robert Endewelt, disparu le 17 octobre 2018, était le fils de Gitla Dynerman, couturière, et de Szymon Endewelt, tailleur, originaires de Varsovie (Pologne) arrivés en France en 1923. Robert Endewelt obtint son certificat d'études primaires en 1935 à l'école communale de Pontault-Combault (Seine-et-Marne) et effectua sa première année de cours complémentaire à l'école de la rue des Petits-Hôtels (Paris, X^e arr.). Il termina sa scolarité en 1937 et fit l'apprentissage du métier de tailleur auprès de ses parents qui exerçaient à domicile, tout en se partageant avec des cours du soir de mécanique au Conservatoire des Arts et Métiers. Il devint salarié dans l'industrie de l'habillement après le décès de son père en mai 1940. Il assuma alors la responsabilité de chef de famille (une mère, un frère et une sœur). Il entra en Résistance en janvier-février 1941 dans un groupe des Jeunesses communistes clandestines du X^e arrondissement qui s'étaient reconstituées dès l'été 1940. Il intégra dans la même période, ce qui n'allait pas forcément de soi pour un jeune «éloigné de tout esprit communautaire», les groupes de jeunes Juifs de la M.O.I. du X^e arr. Leurs lieux de rencontre étaient le club sportif de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), le CPS 10, et la salle de gymnastique du YASK (*Yiddisher Arbeiter Sport Klub* : Club Ouvrier Sportif Juif), 14 rue de Paradis. Nombre de ses camarades tombèrent au cours des actions menées contre l'occupant nazi. Lui-même participa aux trois manifestations organisées en 1941, dont celle du 13 août à la porte Saint-Denis où furent arrêtés Henry Gautherot et Samuel Tyszelman, fusillés le 19 août. Il entra dans la clandestinité sous le nom de Gabriel Rapert («Gaby») en juin 1942, peu avant la rafle du Vel d'Hiv. Pour lui, «porter l'étoile jaune et mener des ac-

tions de résistance en même temps, c'était accumuler des risques». Il participa en 1943 à la fondation de l'«Union de la Jeunesse Juive» (UJJ), qui recrutait ses membres dans les entreprises du textile et des cuirs et peaux pour y organiser un «travail systématique de sabotage». Ces entreprises, qui employaient une importante main-d'œuvre juive, étaient en effet contraintes de travailler pour l'occupant, notamment en fabriquant des vêtements chauds pour les troupes du front russe. Le 23 mars 1943, il échappa au coup de filet des Brigades Spéciales de la Préfecture de police, qui entraîna l'arrestation d'Henri Krasucki, de Roger Trugnan et d'une cinquantaine de jeunes résistants de la M.O.I. à Paris. Un des deux membres rescapés du triangle de direction, il reconstitua alors l'organisation, et devint jusqu'à la Libération le responsable régional parisien des jeunes juifs de l'UJJ. Trois de ses camarades, Wajsbrot, Rayman et Fingerwajg, figurant sur l'Affiche rouge, seront parmi les 22 martyrs de l'Affiche rouge fusillés au Mont-Valérien en février 1944. Au printemps 1944, il fut chargé avec d'autres militants d'organiser des milices patriotiques juives. Lors de l'insurrection parisienne d'août 1944, il participa aux ultimes combats de la caserne de la place de la République. Engagé volontaire dans le bataillon FFI 51/22 dirigé par Boris Holban (l'un des chefs des FTP-MOI de la Région parisienne), il termina la guerre avec le grade de sergent-chef dans un régiment de tirailleurs algériens, en Allemagne, dans la zone française d'occupation. Il a toujours considéré que cette résistance des Juifs était partie intégrante de la Résistance nationale en France. Démobilisé le 18 avril 1946, il légalisa son domicile clandestin de la rue Bellot dans le XIX^e arr., puis se fixa dans le XI^e arr. où il exerça la profession d'ouvrier mécanicien tailleur (confection pour dames) de 1947 à 1954. Au début de cette période, il milita d'abord au cercle de l'UJRF «Maurice Deck» dans le XIX^e arr., et en devint le secrétaire. Il adhéra ensuite au Parti communiste français (Pcf) dans cet arrondissement en 1946 puis fut muté à la section de la Roquette du XI^e arr. de Paris dont il devint secrétaire. Lors de la constitution de la Fédération de Paris en décembre 1953, il entra au comité fédéral. Il entra aussi à la rédaction de *l'Humanité* comme stagiaire à la rubrique «le front du travail» de novembre 1954 à mai 1955. En juin 1955, il passa à la Section Centrale de Presse du PC, puis d'octobre 1958 à 1970, il devint permanent à la Fédération de Paris du PCF (membre du bureau fédéral). Dès octobre-novembre 1961, il fut appelé au secrétariat départemental du Mouvement de la paix avant d'accéder au bureau national de cette organisation. Il s'installa en 1970 à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), dont en mars 1977, il fut élu conseiller municipal de Champigny sur une liste d'Union de la Gauche et siégea jusqu'en 1983. En 1971, il quitta ses responsabilités au Mouvement de la paix et redevint collaborateur du comité central du

PCF à la section de propagande, puis responsable au bureau de presse. Robert Endewelt travailla ensuite pour Unicité, société cinématographique proche du PCF. En 1978, il quitta Champigny pour habiter de nouveau à Paris. Dans cette période et depuis, il se consacra activement au travail de mémoire de la Résistance, militant à l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), dont il sera secrétaire du comité local du XIX^e arrt, membre puis secrétaire du Comité de Paris, co-Président du Comité de Paris. En 2017, il sera élu membre du Conseil national de l'ANACR. Il sera le maître d'œuvre avec René Le Prévost pour l'ANACR de l'édition du livre *La Résistance dans le XIX^e arrondissement*. Il multipliera les témoignages dans les écoles, collèges et lycées, et participera à des colloques. Membre de l'Association Nationale des Amis du Musée de la Résistance Nationale de Champigny, il est nommé en 2008 au comité d'honneur de cette association. Membre fondateur de l'Association des amis parisiens du musée de Champigny, il est élu «président-délégué» en 2009. Le 21 avril 2009, il sera élu membre du bureau du Comité Parisien de Libération (CPL) lors de sa première assemblée générale réunie à l'Hôtel de Ville de Paris. Il était chevalier de la Légion d'honneur.

Narcisse FALGUERA (Guérilleros)

Il y a près de 99 ans, le 4 avril 1920, Narcisse Falguera naissait à Barcelone. A l'issue de l'enseignement primaire, son grand-père finance sa formation dans les écoles françaises de Barcelone, il entreprend des études de comptabilité et de commerce. Avec plusieurs de ses camarades de l'école française, il adhère aux Jeunesses Socialistes Unifiées (JSU), organisation créée en avril 1936 et issue de la fusion des Jeunesses Socialistes et des Jeunesses Communistes, qui contrairement aux espoirs des Socialistes, fut dirigée par un militant des JS devenu communiste, Santiago Carrillo. Peu après, à 17 ans, il s'engage dans l'armée républicaine espagnole contre la rébellion soutenue par les États fascistes. Il suit une formation à l'école des commissaires politiques, institution interne à l'armée espagnole, dont le rôle est d'empêcher les abus de pouvoir au sein des brigades, puis entre à l'école militaire de Gavà (Barcelone) ; il est nommé instructeur au Campo regional de instrucción militar n° 16 (CRIM 16) à Pins del Vallès (aujourd'hui Sant Cugat del Vallès). Il est d'abord affecté à la 178^e Brigade mixte de la 55^e Division, puis à la 176^e Brigade mixte de cette même division, comme lieutenant d'état-major. Il combat essentiellement sur le front d'Aragon, au nord de Huesca, puis son unité tente de retarder la percée des troupes rebelles en Catalogne. Lors de la Retirada, désarmé à La Preste, il rejoint avec sa brigade le camp du Barcarès à construire. Il évite de peu le transfert vers le camp répressif de Vernet d'Ariège, et est intégré à la 135^e Compagnie de Travailleurs Etrangers (CTE), le 15 décembre 1939 au camp de Septfonds (82), le 2 février 1940 à la poudrière de Mauzac (24) ; enfin, il rejoint la Vienne. En juin 1940, il quitte la Vienne pour le camp d'Argelès-sur-Mer,

dont il sort avec un Groupement de Travailleurs Etrangers (G.T.E.) se retrouve dans l'Hérault pour y construire des routes forestières. Il rencontre à Montpeyroux sa future épouse, Clotilde, avec laquelle il aura deux filles, Hélène et Anita. Au sein du GTE, il participe à la constitution d'une organisation espagnole, rattachée à l'«Unión nacional española» (UNE), qui entre en relation avec les premiers noyaux de résistance du secteur. Le bras armé de la U.N.E. pour l'Hérault se constitue en 11^e Brigade de Guérilleros espagnols. Début juin 1944, l'Agrupación de Guerrilleros españoles (AGE), composante des FFI, compte 9 divisions. Après la libération du sud-ouest, Narcisse poursuit l'action avec la 11^e Brigade de Guérilleros qui se rassemble à Quillan (11), en vue de combattre pour libérer l'Espagne. Au cours des combats connus comme «Opération de Val d'Aran» (octobre 1944), il devient chef d'état-major de sa Brigade. En novembre 1944, selon la volonté du Gouvernement Provisoire de la République française, les unités de guérilleros sont intégrées dans les bataillons de sécurité de la 1^{re} Armée, commandée par de Lattre de Tassigny. Narcisse est démobilisé le 31 mars 1945. Après avoir travaillé et milité en Languedoc (de 1946 à 1961 dans les mines de charbon de Graissessac) et en Lorraine (qu'il rejoint avec son épouse et ses filles en 1961 pour exercer ses activités professionnelles dans la sidérurgie), Narcisse s'installe à Prades (66), dans une retraite active au service de la mémoire des combats et des idéaux de ses compagnons de résistance. En 1984, Narcisse Falguera est élu au comité national de l'Amicale des anciens Guérilleros espagnols en France-FFI (AAGEF-FFI). En 1989, il devient vice-président national, puis président entre 1995 et 2015. Il est membre du Conseil national de l'ANACR. Enfin il est titulaire de la Croix de Combattant Volontaire 1939-1945 avec barrette, de la Croix de Combattant Volontaire de la Résistance, de la croix du Combattant. Il a été nommé Chevalier de la Légion d'Honneur en 2013.

ALART Robert (Pyrénées-Orientales)

Né le 2 mars 1921 à Béziers (Hérault), sa mère était couturière et son père, Pierre Alart, était cultivateur propriétaire à Fillols (Pyrénées-Orientales) avant de devenir cheminot, aiguilleur à la Compagnie des chemins de fer du Midi en poste à Béziers. Il participa à la grande grève des cheminots de 1920, à l'issue de laquelle il fut rétrogradé au poste d'«homme d'équipe». Syndiqué actif, il devint secrétaire du syndicat CGTU des cheminots de Béziers après 1922. Pour arriver à nourrir la famille, il travailla à partir de 1930 avec sa femme à la vente de charbon au détail dans un quartier populaire de la ville. Robert Alart obtint une bourse communale qui lui permit d'être admis au lycée Henri IV de Béziers. Il y passa les deux parties du baccalauréat en 1937 et 1938 avant de rejoindre pour peu de temps une classe préparatoire au lycée Joffre à Montpellier (Hérault). Déçu par l'ambiance, il se tourna vers la faculté des Lettres de Montpellier, où il suivit les cours de propédeutique. Un temps instituteur auxiliaire en cours complémentaire à Olonzac (Hérault) puis Sérignan (Hérault), il reprit

des études universitaires en 1941 et suivit alors les cours de Marc Bloch et de Pierre Gourou à Montpellier. En novembre 1941, il fut appelé aux Chantiers de jeunesse au Vigan (Gard) puis à Montpellier. La classe 1942 devant être appelée au Service du travail obligatoire en Allemagne, Robert Alart et un de ses amis, Mazier, membre du mouvement «Combat», rejoignirent la Résistance dans le Massif central. Il y devint «Bob». Il vécut du 10 juillet à son arrestation le 21 décembre 1943 au lieu-dit «Roure» par une unité de la Wehrmacht avec la moitié de son groupe. D'abord interné à Clermont-Ferrand avant d'être transféré au Frontstalag 122, à Compiègne, dans l'Oise, il fut déporté à Buchenwald, par le deuxième convoi de janvier 1944, qui partit de l'Oise le 22 et arriva le 24. C'est le septième transport de Compiègne dirigé vers ce Konzentrationslager avec plus de 2 000 prisonniers, dont beaucoup de résistants et de victimes de la répression allemande. À partir du 1^{er} avril 1944, Robert Alart fut affecté à la construction du camp de Dora puis, le 12, il est envoyé au Kommando d'Harzungen jusqu'au 4 avril 1945. Harzungen est un camp annexe de Mittelbau-Dora, comme Ellrich, où les détenus sont chargés, dès mars 1944, de creuser des souterrains pour enterrer l'industrie aéronautique du Reich. Presque un an après leur arrivée, le 12 avril 1944, dans cet endroit peu hospitalier du Harz, les détenus survivants d'Harzungen seront évacués, le 4 avril 1945, par des «marches de la mort» épuisantes. Embarqué dans un train, Robert Alart finit par arriver au «camp des casernes» de Bergen-Belsen le 8 avril 1945 pour être, enfin, libéré le 15 par les Britanniques. De retour en France, Robert Alart, reprit ses études universitaires et en particulier débuta ses recherches sur les mines des Pyrénées-Orientales, dont il continua par la suite de classer la masse de documents trouvés et recopiés. Licencié en Histoire et Géographie, Robert Alart devint professeur au collège de Mirande (Gers). Adhérent au Syndicat national de l'enseignement secondaire depuis 1946, membre du Parti communiste français depuis 1945, secrétaire de la section communiste de Mirande, il fut membre du comité de la fédération communiste (1949-1950). Muté au collège de Lodève (Hérault), professeur certifié d'Histoire et Géographie, il devint rapidement secrétaire de la section communiste. Il se maria le 6 décembre 1946 à Béziers avec Jeanne Abbes, sans profession, membre du PCF. Le couple eut quatre enfants. Alart fut condamné à 10 000 francs d'amende par la cour d'appel de Montpellier pour organisation d'une manifestation sans déclaration préalable (29 mai 1952). Il fut candidat à diverses élections cantonales à Lodève (1951 : 824 voix sur 3 159 suffrages exprimés, 1958 : 754 voix sur 5 891 inscrits, 1964, mars 1982). Il fut régulièrement candidat aux élections municipales de 1953 à 1977. Membre de la FNDIRP dont il avait assisté au congrès de fondation en octobre 1945, il faisait partie du comité directeur de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance dans le département (66). Retraité en 1978, il s'installa à Prades (Pyrénées-Orientales).

Je recherche des informations sur un grand-oncle, Robert GESLOT, né le 25 avril 1902 à West Cappel (59), marié à Olga VALADAS née à Sauviat sur Vige (87) et qui, faisant partie d'un réseau sur Paris proche du PCF, aurait été pris par le Gestapo en avril 1941 et se serait échappé (ou libéré ?), puis serait parti se réfugier dans la famille de sa femme et participer à la Résistance sur le secteur du Limousin. Ces éléments sont au conditionnel n'ayant pas d'autre information, sinon d'une personne qui l'a connu après-guerre et qui se souvient qu'il y avait chez lui un cadre avec une citation sur son comportement pendant la Résistance. Je serais très reconnaissant à qui pourrait trouver et me communiquer quelques renseignements.

Contacteur : Alain PASERI
Email : moulinsart87@sfr.fr

Je recherche le parcours de Résistant de mon père, André GELPY, né le 17 juillet 1910 à Paris 6^e, décédé en février 2000 à Sartrouville. Je sais qu'il était FFI et j'aimerais connaître son parcours, qui pourrait m'aider ?

Contacteur : Lionel GELPY
Tél port. : 07 70 39 15 94
Email : helene.gelpy@live.fr

Est-il possible d'obtenir des informations sur mon arrière-grand-père, Marc FIEROBE, membre actif des FFI Doubs-Lizaine né le 9 décembre 1907 à Montbéliard et déporté au camp de Sulz/Neckar. Qui pourrait aider à retracer son parcours ? D'avance, merci.

Contacteur : DURUPT
Tél : 06 12 82 51 70
Email : adurupt@wanadoo.fr

Je recherche tout renseignement sur mon père, Henri Justin RIVAL, entré au Maquis du Vercors le 9 juillet 1944 à La Balme-de-Rencurel dans la Compagnie Abel du 12^e Bataillon de Chasseurs alpins, et fait prisonnier le 27 juillet à Saint-Nazaire-en-Royans, d'où il partira en déportation au camp de Neuen-gamme. Merci pour tout renseignement.

Contacteur : Denis RIVAL
Tél : 06 65 42 95 26
E-mail : Denis.rival2@free.fr

Il semblerait que le cousin de mon père, Roger Louis Émile BINETRUY, né le 11 janvier 1919, aurait été Résistant pendant la Seconde Guerre mondiale et aurait participé à la libération de Paris. N'étant pas sûr de mes propos, peut-être quelqu'un pourrait-il m'aider dans mes recherches ?

Contacteur : Xavier MOYON
9 rue Léopold-Sedar Senghor, 60 000-BEAU
Tél : 03 44 47 90 22
E-mail : moyon.xavier@orange.fr

Je fais actuellement des recherches sur un ami de mon arrière-grand-père et de ma grand-mère. Il s'appelait PAUL KELLER, et a été dans la Résistance en France dans un maquis du sud-ouest, mais je ne trouve pas d'informations.

Je fais des recherches aussi sur un de ses amis, Marcel EICHNER, maquisard en Dordogne sous les ordres du commandant Carlos (Charles Henri Ordeig). Marcel Eichner et Paul Keller ont participé à l'opération invasion du Val d'Aran avec les Guérilleros espagnols en octobre 1944. Arrêtés, ils furent condamnés à mort puis à 30 ans de prison.

J'essaie donc de savoir si Paul Keller était dans le même maquis que Marcel Eichner.

Est-il possible de consulter vos archives, vos journaux ?

Par ailleurs j'aurais aimé entrer en contact avec Ralph Finkler qui était dans le même groupe que Marcel Eichner, car peut-être a-t-il de précieuses informations ? D'avance Merci.

Contacteur : Diego SEGALAS
36 rue du docteur-Sureau
93 NOISY-LE-GRAND
Tél portable : 07 86 85 75 07
Email : diego.segalas@gmail.com

Dans le cadre de recherches pour un documentaire je suis à la recherche de témoins ayant vécu en Indochine pendant la Seconde Guerre mondiale durant l'occupation nipponne (militaire, résistant, membres de l'administration...). D'avance merci.

Contacteur : Grégoire PASCUAL-MARTIN
21bis rue du Simphon, 75018-PARIS
Tél : 06 47 94 73 75
Email : Gregoirepascualmartin@gmail.com

Claudius POUX, de Rognaix (Savoie) a été fusillé par les Allemands à Cevins (Savoie) dans la nuit du 14 au 15 juin 1944. Sur son acte de décès figure une mention marginale comme quoi son décès daterait du 7 et non du 14 juin. Je m'interroge sur le pourquoi de ce changement de date très ultérieur ? Qui pourrait m'éclairer ? En remerciant par avance.

Contacteur : Bruno GACHET
134 Allée des épis dorés. 73230- BARBY
Tél : 04 79 75 40 70
Email : contact@plaisirsarchives.fr

Mon père, Michel PODSELVER, né le 21 juin 1925 et résidant à Paris, 16 rue de la glacière, 75013 est décédé le 3 octobre 2018. Menacé parce que Juif, il avait fui avec ses parents en zone libre pendant la Seconde Guerre mondiale où la famille Filet, résidant au 8230 route de Pont en Royans, à St Romans, leur louèrent une partie de leur maison. Durant le printemps - été 1944, il participa activement à la Résistance en rejoignant le maquis sous les ordres d'Eugène Chavant. Après la guerre, bénéficiant d'une bourse, il put reprendre ses études, mais ne fit aucune démarche administrative de reconnaissance. Mes demi-frères / sœurs et moi souhaiterions faire reconnaître la famille Filet comme «justes» et pouvoir inscrire le nom de mon père dans le cimetière de Saint-Romans ou aux alentours.

Pourriez-vous m'aider dans cette démarche ou me rediriger vers les institutions / personnes à contacter ?

Né d'une mère Allemande et résidant moi-même depuis plus de 5 ans outre-Rhin, cette démarche est d'autant plus importante pour moi car la transmission du savoir, de la culture et des valeurs (patriotisme, construction européenne, universalisme) sont au cœur de l'histoire de mon père. Ayant trois demi-frères et demi-sœurs et de nombreux nièces / neveux, je souhaiterais que celles-ci / ceux-ci (ainsi qu'un jours mes propres enfants) puissent visiter le Vercors, apprendre sur la Résistance et le courage, et se recueillir quelque part - une simple plaque, ou gravure de son nom suffiraient.

Contacteur : Raphael PODSELVER
Siegfriedstrasse 12,
10365-BERLIN, DEUTSCHLAND.
Tél. : 0049(0)15164041117
Email : raphael.fpodselver@gmail.com

Je recherche des renseignements sur mon grand-père Adolphe Marc BARON, décédé avant ma naissance. Il fut Résistant dans le mouvement Libération-Nord en Charente-Maritime (Saintes). À la Libération, il fut élu conseiller municipal de Saintes. Qui aurait des informations le concernant ?

Contacteur : Henri BARON
52 rue de Wattignies - 75012-PARIS
Tél : 06 14 93 26 26
Email : henri.baron75@gmail.com

Faisant des recherches historiques et généalogiques sur les familles du village de Hoerdt en Alsace, Bas-Rhin, j'ai trouvé dans mes lectures qu'il y a eu 49 résistants parmi les habitants. Comment pourrai-je trouver les noms, voire la liste complète ? En remerciant pour toute aide.

Contacteur : Rémy MAECHLING
5A rue de Rothbach, HOERDT
Tél : 06 86 73 72 06
Email : remy_bear_01@yahoo.fr

J'ai retrouvé dans des papiers de famille une carte de membre ANACR de 1970, n°001112, pour mon grand-père Désiré GAUTIER, a priori FFI Breton, présent sur la poche de Lorient. Il est mort en 1977. Personne ne connaît plus son parcours de Résistant dans la famille. Disposeriez-Vous de données permettant de retracer son parcours ?

Contacteur : Fabrice TUAL
29 allée du Fier - Pringy, 74370-ANNECY
Tél. port : 06 21 71 74 76
Email : fabrice.tual@free.fr

Petit-fils de Fernand CABAUD, Maquis de la Chana et 8^e compagnie ayant participé à la libération de Bourg en Bresse. Je suis à la recherche de tout document - et surtout photo - le concernant.

Contacteur : Christopher CABAUD MAJOR
Email : cabmajexternalfr@gmail.com

Petit-fils d'un ancien Résistant corse, François PERETTI dit Pierre SCATENA, mort avant que je puisse le connaître, je cherche à me rapprocher de lui en comprenant son histoire. Je suis actuellement en train de regarder sa participation dans la Mission "Frederick", mise en place par le I.S.I.D./M.I.6. Malheureusement, il n'y a pas assez d'information en ligne. Est-il possible d'avoir accès à des Archives Nationales pour mieux comprendre sa participation ? Merci d'avance.

Contacteur : Antoine VALERO
31 avenue de Saint-Germain,
78600-MAISONS-LAFFITTE
Tél : +33 06 01 37 27 16
Email : antoine.valero@student.ermitage.fr

Actuellement en école de gendarmerie à Tulle(19), notre compagnie a choisi un parrain. Et ce parrain est Jean-Marie "Maurice" PARGADE né le 04 août 1898 à Saint-Avit (Landes) et décédé le 5 mai 1945 au camp d'Ebensee. Je vous sollicite pour avoir des informations le concernant (famille, frère d'arme, ou toutes autres informations).

Contacteur : Michaël Pécot
11 avenue de la plage Eric-Tabarly
44770 PREFAILLES
Tél port : 06 30 42 47 96
Email : m.pecot44@gmail.com

LA LIBERATION...

Il n'est plus guère besoin de présenter aux lecteurs du *Journal de La Résistance*... la «Revue de la Résistance» publiée depuis plusieurs années sous la direction de Jean Ooghe par le Comité départemental de l'ANACR des Landes.

Les qualités de la revue, dont l'audience a dépassé les limites de son département, sont de plusieurs ordres. Outre des informations sur la vie et l'activité de l'ANACR départementale, sur ses initiatives multiples, elle aborde aussi des sujets plus vastes ayant concerné divers aspects du combat de Résistance au fascisme et de la lutte patriotique de libération du sol national occupé.

Cette démarche, servie par une rigueur dans l'approche et le traitement des questions abordées, est confortée par une riche iconographie mise en valeur par un papier de qualité.

A ces parutions habituelles de la «Revue de la Résistance» landaise sont venues s'ajouter des parutions exceptionnelles, que leur pagination rapproche plus d'un livre, à tout le moins d'une plaquette, que du numéro d'une revue ; parutions exceptionnelles thématiques.

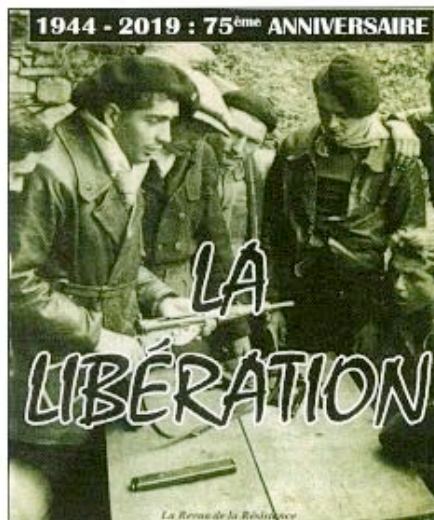
Ainsi en a-t-il été en 2016 du numéro hors-série de la Revue consacré aux «Femmes et la Résistance», rendant hommage aux grands noms féminins de la Résistance ainsi qu'aux Résistantes landaises, au rôle des femmes dans la lutte.

Et les délégués de l'ANACR à son dernier congrès national tenu à Dax en octobre 2017 se souviennent des *Cent visages de la Résistance Landaise*, numéro spécial de la Revue qui leur fut offert par le comité des Landes, leur présentant, dans la pluralité de ses courants, organisations et formes de lutte, la Résistance landaise.

Les années 1943, 1944 et 1945 furent capitales pour l'histoire de la France, de l'Europe et du Monde. Durant ces années, la Résistance s'unifia au sein du CNR, qui publia début 1944 un programme dessinant les contours d'une France renouée. Et la libération de la France, par l'action conjointe des débarquements alliés et de l'insurrection nationale, annonçait la victoire proche sur le nazisme.

Une telle période, celle de la Libération, dans sa préparation et son déroulement en 1944, «L'année décisive» sur laquelle il est centré, ne pouvait que fournir la matière à un nouveau numéro spécial de la *Revue de la Résistance des Landes*, en embrassant les dimensions nationale et mondiale, imbricées à celle de la Résistance landaise et gasconne.

La démarche chronologique du dossier, abordant les événements mois après mois, avec de nécessaires retours en arrière les éclairant et les mettant en perspective, permet de saisir dans leurs divers aspects la progression de la lutte libératrice, avec la part qu'y prend la Résistance non seulement dans le combat contre l'occupant nazi mais aussi dans la définition de ses objectifs.



Ainsi le mois de mars est celui de la publication du Programme du CNR auquel la Revue – qui rappelle l'importance de la formation du CNR le 27 mai 1943, forgeant une unité de la résistance que la tragédie de la disparition de Jean Moulin ne remettra pas en question, les FFI naissent à la fin de l'année... – consacre plusieurs pages en soulignant sa portée : «les mesures à appliquer après la Libération vont bouleverser l'Histoire de France» écrit-elle ; la douzaine de mesures qu'elle rappelle est à cet égard édifiante.

Son contenu répond évidemment aux problèmes de la société française dans le monde de 1944, bien différents de la France et du monde du 21^e siècle, et de ce fait certaines de ses mesures, datées de 1944, peuvent être obsolètes ; et, fort judicieusement, la Revue précise «que le Programme du CNR n'est pas la recette miracle aux problèmes d'aujourd'hui». Mais la démarche démocratique, de justice sociale et de solidarité qui l'a inspirée reste d'une actualité évidente, alors que s'annoncent de nouvelles remises en cause par exemple des retraites ou de la sécurité sociale, emblématiques du CNR.

Le martyr des héros de l'Affiche rouge en février, le développement des maquis au printemps, le débarquement en juin en Normandie, le «train fantôme», les tragédies d'Oradour, Tulle, Ascq, la Libération de Paris et celle des Landes, l'insurrection de Varsovie, la Déportation, les fusillés, le Comité départemental de libération des Landes, la Brigade Carnot, la renaissance de la République... sont «au menu» de ce numéro «collecteur».

1944-2019 : 75^{ème} ANNIVERSAIRE. LA LIBERATION. 144 PAGES ILLUSTRÉES EN QUADRICHROMIE., Soustons, novembre 2018. Prix : 22 € TTC. + 6 € de frais d'envoi. Chez Jean Ooghe, 224 avenue de l'Espérance, 40140 - Soustons

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 € à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

75^{ème} ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 15 €
Etranger 17 €
Abonnement de soutien 30 €
Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Charles SANCET
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60